



Commission  
de l'informatique  
et des libertés

Protection des données  
à caractère personnel  
et de la vie privée  
au Burkina Faso



RAPPORT  
PUBLIC  
**2010**



*Au*

*Ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique*

*Monsieur Laurent SEDEGO*



# Sommaire

**LISTE DES SIGLES ET  
ABRÉVIATIONS 8**  
**ÉDITORIAL 9**  
**INTRODUCTION 10**

**CHAPITRE 1 :  
MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 9**

**1.1.  
DES VÉRIFICATIONS  
SUR PLACE 12**

**1.1.1.  
De la vérification du secteur  
de l'identification nationale 12**

**1.1.1.1.  
De la vérification  
dans le secteur politique 12**

**1.1.2.  
De la vérification du secteur  
de la téléphonie 12**

**1.1.3.  
De la vérification du secteur  
des cybercafés et des autres  
centres d'accès  
communautaire à Internet 13**

**1.2.  
DES PLAINTES 19**

**1.3.  
DES DEMANDES D'AVIS 20**

**CHAPITRE 2 :  
ACTIVITÉS  
DE PROMOTION DE LOI 25**

**2.1.  
DES SÉMINAIRES  
THÉMATIQUES  
DE SENSIBILISATION 25**

**2.1.1.  
Du séminaire national  
de sensibilisation des acteurs  
de l'administration publique 25**

**2.1.2.  
Du séminaire national  
de sensibilisation des acteurs  
politiques 26**

**2.1.3.  
Du séminaire national  
de sensibilisation  
des encadreurs  
de l'enseignement  
secondaire 27**

**2.2.  
DES CONFÉRENCES  
PUBLIQUES 28**

**2.2.1.  
De la conférence publique  
sur la protection  
des données personnelles  
et de la vie privée dans les  
médias et sur internet 28**

**2.2.2.  
De la conférence publique  
sur la sécurité des systèmes  
d'information 28**

**2.2.3.  
De la conférence publique sur  
la protection des données**

**personnelles et de la vie privée  
en période électorale 29**

**2.3.  
DE LA PARTICIPATION  
DE LA CIL A DES ATELIERS  
ET SEMINAIRES NATIONAUX 29**

**2.3.1.  
De la participation  
à l'atelier de la direction de  
télémédecine 29**

**2.3.2.  
De la présentation d'une  
communication aux journées  
parlementaires du groupe  
parlementaire Convention  
des Forces Républicaines (CFR)  
de l'Assemblée nationale 29**

**2.3.3.  
De la participation à la 7ème  
conférence des personnels  
d'administration et  
de gestion du ministère de  
l'enseignement de base et  
de l'alphabétisation 30**

**2.3.4.  
De la contribution de la CIL au  
partenariat ENAREF-IDEA  
INTERNATIONAL 30**

**2.4.  
INFORMER, CONSEILLER 30**

**2.4.1.  
De la communication 30**

**2.4.2.  
Du site web 31**

**2.4.3.  
Du développement  
de contenus multimédias  
de sensibilisation, de formation**



et d'autoformation en langues nationales sur la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel	31	4.3. DE LA PARTICIPATION DE LA CIL A DES TELECONFERENCES DE L'AFAPDP	41	5.4. LES SERVICES ADMINISTRATIFS	47
<b>CHAPITRE 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS</b>	<b>33</b>	4.4. PARTENARIATS	41	5.5. LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	48
3.1. DES ATELIERS DE FORMATION SUR LES DIFFERENTES MISSIONS ET POUVOIRS D'UNE AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	35	4.4.1. Du partenariat avec l'AFAPDP	41	5.5.1. La gestion administrative	48
3.2. DE LA PARTICIPATION DES COMMISSAIRES ET DES CADRES A DES SEMINAIRES INTERNATIONAUX DE PERFECTIONNEMENT	35	4.4.2. Du partenariat avec d'autres institutions	41	5.5.2. La gestion financière	48
<b>CHAPITRE 4 : ACTIVITÉS INTERNATIONALES</b>	<b>37</b>	<b>CHAPITRE 5 : LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION</b>	<b>43</b>	5.5.3. La gestion du matériel et mobilier de bureau	49
4.1. DE LA PARTICIPATION DE LA CIL A UNE CONFERENCE AU MEXIQUE	39	5.1. LE COLLEGE DES COMMISSAIRES	44	5.5.4. L'avant projet du budget 2011	49
4.2. DE LA PARTICIPATION DE LA CIL A UNE CONFERENCE EN FRANCE	39	5.1.1. Composition et organisation de la Commission	44	<b>CHAPITRE 6 : PROGRAMME 2011</b>	51
		5.1.1.1. Composition	44	<b>CHAPITRE 7 : LES ACTIVITES MAJEURES 2008 ET 2009</b>	53
		5.1.1.2. Missions	44	7.1. LA REMISE DU RAPPORT 2008 AU CHEF DE L'ETAT	55
		5.2. LES SESSIONS	45	7.2. LA REMISE DU RAPPORT 2009 AU CHEF DE L'ETAT	55
		5.3. DES REUNIONS DE CABINET	46	<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS GLOSSAIRE</b>	57 63



# Annexes

- **Loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.**
- **Décret N°2007-283/PRES/PM/MPDH portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL).**
- **Décret N°2007-757/PRES/PM/MPDH/MEF portant nomination des membres de la Commission de l'Informatique et des Libertés.**
- **Décret de nomination du président de la Commission de l'Informatique et des Libertés.**
- **Arrêté N°2008/001/CIL fixant le règlement intérieur de la Commission de l'Informatique et des Libertés.**
- **Autres Arrêtés et Décisions de la CIL.**



# Listes des abréviations et des sigles

AMBF Association des Municipalités du Burkina Faso	CMA Centre Médical avec Antenne chirurgicale	MESSRS Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
AN Assemblée Nationale	CNIL Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés	MPDH Ministère de la Promotion des Droits Humains
AFAPD Association Francophone des Autorités de Protection des Données Personnelles	CODIST Comité de l'information de Science et de la technologie pour le développement	MPTIC Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication
ARCEP Autorité de Régulation des Communications Electroniques et Postales	CSC Conseil Supérieur de la Communication	OIF Organisation Internationale de la Francophonie
BIB Banque Internationale du Burkina	DGPE Direction Générale du Patrimoine de l'Etat	OMS Organisation Mondiale de la Santé
CAI Commission d'Accès à l'Information	DRH Direction des Ressources Humaines	ONU Organisation des Nations Unies
CEDEAO Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	ENAREF Ecole Nationale des Régies Financières	PM Premier Ministère
CEDO Centre d'Enseignement à Distance de Ouagadougou	FAI Fournisseur d'Accès à Internet	PREFASO Présidence du Faso
CENI Commission Electorale Nationale Indépendante	IDEA Institut pour le Développement en Economie et Administration	RAJS Réseau Africain des Jeunes contre le Sida
CHU Centre Hospitalier Universitaire	UIT Union Internationale des Télécommunications	SECU Sécurité
CHR Centre Hospitalier Régional	MEBA Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	SP/CNLS Secrétariat Permanent du Comité National de Lutte contre le SIDA
CIL Commission de l'Informatique et des Libertés		TIC Technologies de l'Information et de la Communication



# Éditorial

**L'année 2010 a été celle de l'accessibilité au droit de la protection des données personnelles par le grand public.**

**A** l'heure du bilan, l'année 2010 m'apparaît comme celle d'une prise de conscience de l'intérêt pour la protection des données à caractère personnel et de la vie privée au Burkina Faso. Avec plus de mille huit cent (1 800) relais formés, trois (3) séminaires nationaux de sensibilisation, trois (3) conférences publiques, cinq (5) demandes d'avis provenant d'institutions publiques et privées, l'expérience de la Commission s'accroît assurément.

Ce bilan est le résultat de l'engagement des équipes de la CIL qui depuis trois ans, œuvrent à faire de ce nouveau droit humain une réalité au Burkina Faso.

L'année 2010 a été celle de l'accessibilité au droit de la protection des données personnelles par le grand public. Dans ce sens, nous avons développé des contenus multimédias de sensibilisation, de formation et d'auto-formation dans les trois langues nationales principales (mooré, dioula et fulfuldé) afin que chaque citoyen, au regard de la langue pratiquée, puisse mieux comprendre ce droit et que, de facto, il cesse d'être un droit élitiste et citoyen.

La Commission est consciente que la véritable protection des données personnelles et de la vie privée est une œuvre de longue haleine au regard de la rapidité et des performances des nouvelles applications des

technologies de l'information et de la communication dont l'immixtion dans la vie privée est de plus en plus sournoise. Pour y faire face, elle entend adapter sa stratégie à cette donne afin de répondre aux missions qui lui sont assignées.

La Présidente de la Commission de l'informatique et des libertés,



**Alimata OUATTARA/DAH**



# Introduction

« la Commission présente chaque année au Président du Faso, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Conseil constitutionnel, un rapport rendant compte de l'exécution de sa mission. Ce rapport est rendu public »

La loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel dispose que « la Commission présente chaque année au Président du Faso, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Conseil constitutionnel, un rapport rendant compte de l'exécution de sa mission. Ce rapport est rendu public » (Cf. article 45 de la loi)

Cette obligation légale à laquelle doit se soumettre la CIL procède de la volonté des plus hautes autorités burkinabè de suivre l'évolution et l'impact des technologies de l'information et de la communication sur les citoyens, de mesurer leurs effets sur le droit à la protection de la vie privée, l'exercice des libertés et le fonctionnement des institutions démocratiques, afin que les TIC soient au service d'un Burkina Faso moderne et ouvert sur le monde.

Le recours aux TIC accroît indéniablement l'efficacité des services et facilite considérablement la vie de façon générale. Cela suppose que les inconvénients soient maîtrisés et que tous les traitements soient en conformité avec le respect de la vie privée, des libertés individuelles et collectives et la protection des données personnelles.

L'appropriation des TIC par nos populations, les institutions publiques et privées est de nos jours une réalité. Il convient donc d'en faire un formidable instrument de développement au service de tous en adoptant des textes appropriés.

De ce point de vue, le Burkina Faso est un pionnier car en légiférant sur la nécessité de protéger les données personnelles des citoyens, les plus hautes autorités publiques ont compris un des enjeux majeurs qui détermineront l'avenir de la démocratie. Il est revenu à la Commission de l'informatique et des libertés de mettre en œuvre la loi portant protection des données personnelles.

Le rapport 2010 qui récapitule l'ensemble des activités courantes de la Commission, est axé autour de six chapitres ainsi qu'il suit:

- chapitre 1 : la mise en œuvre de la loi ;
- chapitre 2 : les activités de promotion ;
- chapitre 3 : le renforcement des capacités ;
- chapitre 4 : les activités internationales ;
- chapitre 5 : le fonctionnement de la Commission ;
- Chapitre 6 : le programme d'activités 2011 de la Commission.

Ce rapport comporte des annexes composées comme suit :

- les recommandations issues des séminaires nationaux de sensibilisation ;
- l'état des couvertures médiatique des activités de la Commission ;
- des décisions et arrêtés prises par la Commission.



---

# CHAPITRE 1

---

## MISE EN ŒUVRE DE LA LOI

---



**A**ux termes de l'article 37 de la loi, la Commission est habilitée à prendre des décisions individuelles ou réglementaires, procéder à des vérifications sur place à l'égard de tout traitement auprès des structures, prescrire des mesures de sécurité, adresser des avertissements aux intéressés et dénoncer au parquet les infractions dont elle a connaissance.

Elle veille également au respect des droits des personnes concernées, reçoit les réclamations, les pétitions et plaintes, se tient informée des évolutions technologiques et des effets de leur utilisation sur le droit à la protection de la vie privée ; elle conseille les personnes et organismes qui font du traitement de données personnelles et répond aux demandes d'avis des pouvoirs publics.

Par ailleurs, elle propose au gouvernement toutes mesures législatives ou réglementaires en vue d'adapter la protection des libertés à l'évolution des procédés techniques et informatiques.

A ce titre, la Commission de l'informatique et des libertés a procédé au cours de l'année 2010 à des vérifications sur place, enregistré des plaintes, des demandes d'avis, dénoncé au parquet des infractions dont elle a eu connaissance, conseillé des personnes et des organismes qui ont recours au traitement automatisé ou non de données à caractère personnel. Elle a aussi élaboré des mesures réglementaires de nature à adapter la protection des libertés à l'évolution des procédés et techniques informatiques.

## 1.1. Des **vérifications** sur place

Conformément à l'article 37 b, la Commission de l'informatique et des libertés a effectué des vérifications sur place afin d'évaluer la conformité des traitements effectués aux dispositions de la loi.

Les vérifications ont concerné :

- le secteur de l'identification nationale (l'Office National d'Identification) ;
- le secteur politique (la Commission Electorale Nationale Indépendante) ;
- le secteur de la téléphonie (l'Office National des Télécommunications (ONATEL), TELECEL et ZAIN
- le secteur des cybercafés et des autres centres d'accès communautaire à internet du Burkina Faso

### 1.1.1 De la **vérification** du secteur de l'**identification** nationale

Sur délibération n° 0018, du collège des Commissaires, en sa séance ordinaire du 07 Mai 2010, il a été décidé d'une mission d'information, auprès de l'Office National de l'Identification (ONI).

Créé officiellement par le Décret n° 2004-579 du 15 décembre 2004, l'ONI a pour attributions d'organiser et d'exécuter les missions d'identification des personnes, de collecter et d'exploiter toutes les informations relatives à l'identification des personnes en collaboration avec les institutions et les départements ministériels concernés et de mettre à leur disposition des données fiables sur l'identification nationale.

Cet établissement public assure l'émission et la délivrance des cartes nationales d'identité et de tout document d'identification qui lui est confié, gère la base de données centralisée sur l'identité nationale, notamment l'authentification et la sécurisation des données, leur mise à jour et l'adoption de mesures afférentes au bon fonctionnement du système automatisé d'identification.

Sa contribution est également envisagée pour la mise en place d'une base de données sur l'état civil et enfin, l'ONI peut être appelé à coordonner et à contrôler la bonne exécution de toutes les opérations d'identification relatives à la sécurité des personnes et des biens.

La mission de vérification a porté sur:

- la collecte des données de base ;
- le transfert des données collectées ;
- la saisie des données dans les centres de production ;
- la délivrance de la CNIB ;
- la Sécurité des locaux ;
- la sécurité des applications et des outils de production ;
- la confection de la CNIB.

Au terme de cette mission, la CIL a formulé des recommandations portant sur :

- l'obligation de déclaration des traitements de données personnelles de l'ONI à la CIL ;
- la sécurité et la confidentialité dans le processus de production et de délivrance des CNIB ;
- l'obligation de recueillir l'avis de la Commission de l'informatique et des libertés pour tout croisement ou de rapprochement de fichiers avec d'autres structures.

### 1.1.2 De la **vérification** dans le secteur politique

Sur délibération N° 0018 du collège des commissaires, en sa séance ordinaire du 07 mai 2010, il a été décidé d'une mission d'information auprès de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). La loi n°014-2001/AN du 3 juillet 2001 portant Code électoral, en son article 2, consacre la création de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).



Au terme de l'article 3 de la loi portant code électoral, la CENI a pour missions, entre autres :

- la constitution, la gestion et la conservation du fichier électoral national ;
- l'organisation et la supervision des opérations électorales et référendaires.

L'enquête de vérification a porté sur la question de la constitution du fichier électoral, l'exercice des droits des citoyens, la publication de la liste sur internet et la sécurité des systèmes d'information de la CENI.

Au terme de cette mission, la CIL a formulé des recommandations portant sur :

- l'obligation de déclaration du fichier électoral à la CIL ;
- la sécurité dans le processus de traitement de la liste électorale ;
- l'obligation de recueillir l'avis de la Commission de l'informatique et des libertés pour tout projet de croisement ou de rapprochement de fichiers avec d'autres structures.

### **1.1.3 De la vérification du secteur de la téléphonie**

Sur délibération n°0018 du collège des Commissaires, en sa séance ordinaire du 07 Mai 2010, il a été décidé d'une mission d'information, auprès de l'ONATEL et de sa filiale TELMOB, de ZAIN (Airtel) et de TELECEL FASO.

L'appréciation du système de traitement s'est faite à la lumière des principes essentiels contenus dans la loi n°010-2004/AN en matière de traitement des données personnelles, à savoir :

- le principe de déclaration préalable des traitements ;
- le principe de finalité, le principe de proportionnalité et de pertinence des données ;
- le principe du respect de la durée de conservation limitée des données personnelles ;
- le principe de sécurité et de confidentialité ;
- le principe du respect des droits des personnes à l'information.

Au terme de cette mission, la CIL a formulé des recommandations portant sur :

- l'obligation de déclaration à la CIL de leurs traitements de fichiers respectifs comportant des données à caractère personnel ;
- une meilleure application du droit à l'information, du droit de rectification, du droit d'accès, du droit d'opposition conformément à la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
- le respect du consentement préalable des abonnés relativement aux messages publicitaires et/ou commercial ;
- la nécessité d'identifier leurs abonnés respectifs lors des ventes des cartes Sim ;
- la détermination d'une durée de conservation des données personnelles en collaboration avec la CIL.

### **1.1.4 De la vérification du secteur des cybercafés et des autres centres d'accès communautaire à Internet**

Deux raisons justifient cette vérification :

- la saisine de la CIL par les autorités burkinabè sur la mauvaise fréquentation des cybercafés par les mineurs (BE N° 2009-782/PM/CAB du 30 juin 2009 transmettant une copie de la lettre du Ministre

de la sécurité n° 2009-56/SECU/CAB/CONF du 29 Juin 2009 relative à la mauvaise fréquentation des cybercafés par les mineurs).

- le constat fait par la CIL du développement croissant de la cybercriminalité à travers l'utilisation des cybercafés et les autres centres d'accès communautaire à internet ; notamment les infractions cybercriminelles relatives :
  - aux atteintes à la vie privée des individus, à savoir la divulgation et la diffusion illicites de données à caractère personnel (ex: photos compromettantes, informations mensongères, tracts électroniques, etc.);
  - à la diffusion de contenus inappropriés sur le réseau internet (la diffusion d'images pornographiques, d'informations provoquant la violence, l'encouragement d'activités néfastes ou antisociales (cigarette, alcool, jeux de hasard, drogues); aux contenus inappropriés dont sont particulièrement exposés les mineurs qui fréquentent ces centres d'accès communautaire à internet ;
  - aux infractions économiques (arnaques, escroquerie et autres crimes économiques commis à l'aide des TIC) ;
- la nécessité de réguler les activités des cybercafés afin de mieux lutter contre la mauvaise fréquentation des cybercafés par les mineurs et de mieux lutter contre la cybercriminalité utilisant les cybercafés.

L'enquête réalisée dans **202** cybercafés dont **122** à Ouagadougou, **41** à Bobo-Dioulasso, **7** à Koudougou, **3** à Ouahigouya, **8** à Banfora et **21** dans les autres localités, fait ressortir les parcs suivants :

- **1 283** ordinateurs dans la ville de Ouagadougou ;
- **503** ordinateurs à Bobo-Dioulasso ;
- **121** ordinateurs à Koudougou ;
- **32** ordinateurs à Ouahigouya ;
- **50** ordinateurs à Banfora ;
- **120** ordinateurs dans les autres localités.

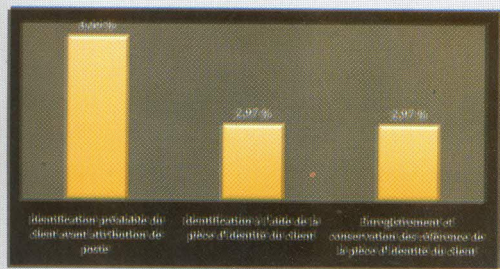
L'analyse des données collectées permet les constats suivants :

a) **Au niveau de l'identification des clients dans les cybercafés**

- **6,44 %** des cybercafés ont mis en place un système d'identification préalable de leurs clients avant de leur attribuer un poste (Cf. *Graphique 1*) contre **93,56 %** de cybercafés qui ne prennent pas le soin d'identifier préalablement leurs clients avant de leur attribuer un poste.
- **2,97 %** des cybercafés ont mis en place un système d'enregistrement et de conservation des données d'identification de leurs clients (Cf. *Graphique 1*) contre **97,03 %** des cybercafés qui ne prennent pas le soin d'enregistrer et de conserver les données d'identification de leurs clients.
- **2,97 %** des cybercafés réclament une pièce d'identité à leurs clients pour leur identification préalable (Cf. *Graphique 1*) contre **97,03 %** des cybercafés qui ne réclament aucune pièce pour l'identification de leurs clients.



**Graphique 1 :**  
Pourcentage des cybercafés qui ont mis en place un système d'identification de leurs clients



**Commentaire :** Les cybercafés au Burkina Faso sont de nos jours des espaces où l'anonymat des internautes est à **93,56 %** garanti. En effet, à peine **6,44%** des cybercafés ont mis en place un système d'identification préalable de leurs clients ; et seulement **2,97%** enregistrent et conservent les données d'identification de leurs clients.

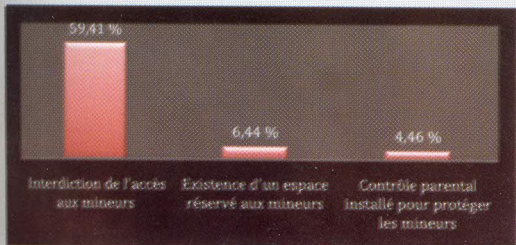
Cette quasi absence d'identification des clients fait qu'actuellement les cybercafés du Burkina Faso sont des endroits privilégiés pour commettre en toute impunité des actes de cybercriminalité. En sus, cette absence d'identification ne permet pas de lier une connexion internet effectuée dans un cybercafé à un individu ; ce qui garantit un anonymat total des cybercriminels qui les utilisent pour commettre leurs forfaits.

**b) Au niveau de la protection des clients mineurs contre des accès à des sites inappropriés**

Sur l'ensemble des **202** cybercafés enquêtés, **70,31%** ont mis en place un dispositif organisationnel et technique insuffisamment fiable pour protéger leurs clients mineurs contre des accès à des sites inappropriés. Ce chiffre se répartit comme suit :

- **59,41 %** des cybercafés ont pris quelques mesures interdisant l'accès du cybercafé aux enfants mineurs ;
- **6,44 %** des cybercafés ont mis en place au sein du cybercafé un espace exclusivement réservé aux enfants mineurs ;
- **4,46 %** des cybercafés enquêtés ont installé sur leurs systèmes un logiciel de contrôle parental destiné à empêcher les enfants mineurs d'accéder à des sites inappropriés.

**Graphique 2 :**  
Part des cybercafés qui ont mis en place un système de protection des mineurs contre leurs expositions à des contenus inappropriés



**Commentaire :** Les cybercafés du Burkina Faso sont des espaces qui protègent très peu les enfants mineurs des accès à des contenus inappropriés sur internet; en effet :

à peine **18,32%** des cybercafés du Burkina vérifient l'âge des enfants avant de leur attribuer un poste client ; de même sur ces **18,32%** seulement **0,50%** des cybercafés réclament aux enfants clients une pièce d'identité (carte scolaire, CNIB, etc.) pour vérifier leurs âges; les autres se font une idée de leurs âges à partir d'une observation physique de l'enfant ; ce qui n'est pas du tout fiable **6,44%** des cybercafés ont mis en place un espace exclusivement réservé aux enfants mineurs.

**4,46%** des cybercafés enquêtés ont installé sur leurs systèmes informatiques un logiciel de contrôle parental destiné à empêcher les enfants mineurs d'accéder à des sites inappropriés.

Près de **25%** des cybercafés ont installé un cloisonnement intégral de leurs postes ; ce qui peut inciter les enfants mineurs à naviguer en toute tranquillité sur des sites inappropriés.



c) Au niveau des méthodes de reconnaissance des enfants mineurs

- **0,50 %** des cybercafés réclament une pièce d'identité pour vérifier si le client est mineur ou non ;
- **17,82 %** se contentent d'une observation du physique du client pour décider s'il est mineur ou non.

**Graphique 3 :**

Part des cybercafés qui ont mis en place un système de reconnaissance des clients mineurs



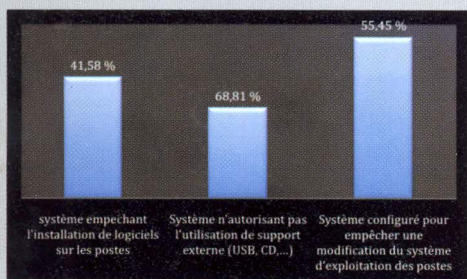
**Commentaire :** Les cybercafés sont des espaces qui protègent très peu la vie privée des enfants sur internet.

d) Au niveau du dispositif organisationnel et technique mis en place dans les cybercafés pour lutter contre les actes de cybercriminalité

- **41,58 %** des cybercafés ont configuré leurs systèmes informatiques de manière à ce que leurs clients ne puissent pas installer à leur insu, sur les ordinateurs, des logiciels malveillants tels que les logiciels espions. Par contre **58,42 %** des cybercafés ont un système informatique non protégé qui permet à tout client d'installer sur leurs ordinateurs n'importe quel logiciel ;
- **68,81 %** des cybercafés ont configuré leurs systèmes informatiques de sorte qu'aucun client ne puisse utiliser sur leurs ordinateurs des supports externes (clé USB, CD-ROM, ...). En revanche **31,19 %** des cybercafés permettent l'utilisation de supports externes sur leurs ordinateurs ;
- **55,45 %** des cybercafés ont configuré leurs systèmes informatiques de telle manière que leurs clients ne puissent pas modifier le système d'exploitation installé sur leurs ordinateurs. Cependant, 44,55 % des cybercafés qui permettent à leurs clients de modifier le système d'exploitation de leurs ordinateurs

**Graphique 4 :**

Configuration de sécurité du système



**Commentaire :** Les systèmes informatiques des cybercafés sont faiblement sécurisés et ne protègent pas suffisamment les internautes contre les pirates.

e) De l'installation d'outils (logiciels) pour sécuriser les systèmes informatiques des cybercafés

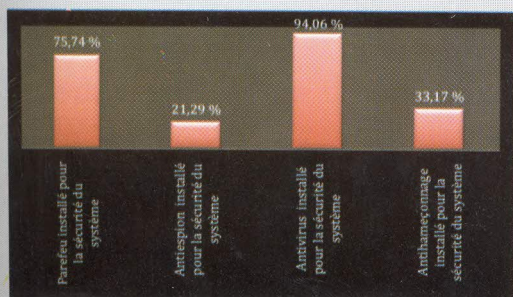
- **75,74 %** des cybercafés ont installé des parefeux sur leurs systèmes informatiques, contre **24,26 %** qui n'ont pas installé de parefeux ;
- **94,06 %** des cybercafés ont installé des antivirus sur leurs systèmes informatiques, contre 5,94 % qui



- n'ont pas installé d'antivirus ;
- **21,29 %** des cybercafés ont installé des logiciels anti-espion sur leurs systèmes informatiques, contre **78,71 %** qui n'ont pas installé de logiciels anti-espion ;
- **33,17 %** des cybercafés ont installé un logiciel anti-hameçonnage sur leurs systèmes informatiques, contre **66,83 %** qui n'ont pas installé de logiciels anti-hameçonnage.

#### Graphique 5 :

Pourcentage des cybercafés ayant installé des outils de sécurité pour la protection de leurs systèmes informatiques



**Commentaire :** Le dispositif sécuritaire des systèmes informatiques qu'on constate dans les cybercafés du Burkina Faso présente des insuffisances criardes, susceptibles de favoriser :

leurs piratages par des cybercriminels aguerris qui peuvent facilement usurper les paramètres de connexion de leurs serveurs et ensuite, configurer des systèmes parallèles qui vont utiliser la connexion du cybercafé pour se connecter à distance (ex : à partir de leurs domiciles) à internet et commettre des actes de cybercriminalité à leur insu. En effet, seulement **21,29 %** des cybercafés enquêtés ont installé des logiciels anti-espion sur leurs plateformes informatiques ;

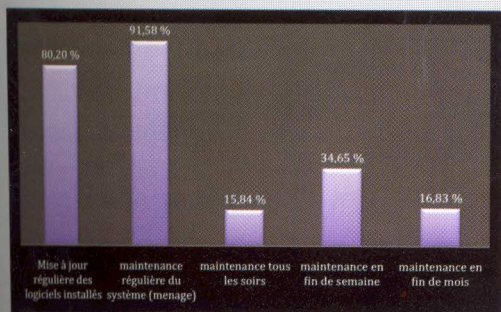
l'hameçonnage des clients par des cybercriminels, car à peine **33,17 %** des cybercafés du Burkina Faso ont installé des logiciels anti-hameçonnage.

#### f) De la maintenance logicielle et matérielle des systèmes informatiques des cybercafés

- **82,20 %** des cybercafés mettent à jour régulièrement les outils installés contre **18,80 %** qui ne le font pas.
- **91,58 %** font de la maintenance régulière de leur système, contre **8,42 %** qui ne le font pas.
- **15,84 %** font la maintenance tous les soirs, **34,65 %** en fin de semaine et **16,83 %** en fin de mois.

#### Graphique 6 :

Système de maintenance logicielle et matérielle mis en place



Nous faisons remarquer que les informations relatives au système de maintenance logiciels sortent du champ de l'étude mais revêtent une certaine importance pour d'autres structures qui peuvent exploiter les résultats de cette étude.

#### g) Au niveau du cloisonnement des postes clients des cybercafés

- **24,26 %** des cybercafés ont mis en place un dispositif de cloisonnement intégral des postes permettant au client de naviguer en toute tranquillité dans un box clos à l'abri de regards indiscrets ;
- **41,09 %** des cybercafés ont mis en place un dispositif de cloisonnement partiel ;
- **30,20 %** des cybercafés n'ont pas cloisonné leurs postes clients.



### Graphique 7 :

Pourcentage des cybercafés utilisant des cloisonnements de leurs postes

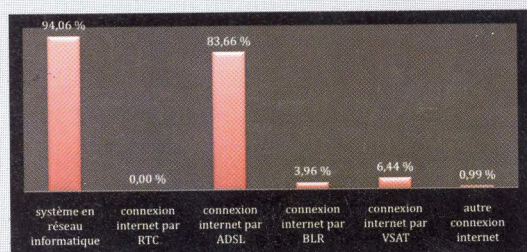


#### h) Au niveau des caractéristiques générales des cybercafés

- **94,06%** de leurs systèmes informatiques sont en réseau ;
- **83,66 %** des cybercafés utilisent des connexions ADSL pour l'internet ;
- **3,96%** des cybercafés utilisent des connexions BLR pour l'internet ;
- **6,44%** des cybercafés utilisent des connexions par VSAT ;
- **0,99%** des cybercafés utilisent d'autres types de connexion.

### Graphique 8 :

Caractéristiques générales des cybercafés



Nous tenons à préciser que les informations relatives aux caractéristiques générales des cybercafés sortent du champ de l'étude mais, revêtent une certaine importance pour d'autres structures qui peuvent aussi exploiter les résultats de cette étude.

#### 1.1.4. Recommandations

Au terme de cette étude, la CIL a formulé des recommandations portant sur :

- la définition d'une charte de bonne utilisation des ordinateurs des cybercafés ;
- la vérification systématique de l'identité des clients, de la consigner dans un registre, d'indiquer l'adresse de l'ordinateur sur lequel il est connecté, le début de sa connexion, la durée de sa connexion et surtout la signature de l'individu ;
- le log (enregistrer dans un fichier appelé fichier log) de toutes les connexions établies sur les ordinateurs du cybercafé. Cette information absolument nécessaire et couplée avec le registre signé par l'internaute, peut être utilisée comme élément de preuve.
- la définition des rôles et responsabilités des gérants des cybercafés quand un acte de cybercriminalité a lieu dans leur cybercafé ;
- l'obligation de contacter les forces de sécurité en cas de soupçon d'acte cybercriminel ;
- la prise de mesures qui interdisent formellement le cloisonnement intégral des postes des cybercafés ;
- la mise à disposition des cybercafés d'outils de sécurité à jour, permettant de lutter contre les virus, les spam, l'espionnage, l'hameçonnage ;
- de contrôler les sites visités par leurs clients mineurs à partir du serveur du cybercafé ;
- l'élaboration d'un cahier des charges qui va définir les conditions de gestion d'un cybercafé ;
- la réalisation d'actions multisectorielles de prévention contre les arnaques sur internet ;
- la poursuite par la CIL de ses actions de sensibilisation de tous les acteurs de la société sur les dangers



## 1.2. Des Plaintes

La Commission a été saisie de trois plaintes écrites au cours de l'année 2010:

### La plainte de dame M.S.K.

Cette plainte adressée le 8 juillet 2010 à la Commission de l'Informatique et des Libertés par le Cabinet de Maître E. K. Avocat à la cour, agissant pour le compte de sa cliente M.S.K avait pour objet la mise en cause d'un site web hébergé en France pour diffusion de propos jugés mensongers, diffamatoires et injurieux à l'encontre de M.S.K.

Saisie du dossier, la CIL a, dans ses investigations entendu la plaignante et procédé à la localisation du site. Dans le cas d'espèce la résolution du problème a amené la CIL à introduire une requête auprès de la CNIL de la France.

Par ailleurs, au plan national le procureur du Faso conformément à l'article 37d de la loi 010 a été saisi pour donner droit à la requête de la plaignante.

En date du 1er décembre 2010, la CNIL de la France a accusé réception du dossier et, a déclaré recevable notre requête. Le traitement du dossier est en cours.

### La plainte de Madame M.C.

Cette plainte contre X, adressée le 03 mars 2010 par M.C. à la CIL avait pour objet de faire cesser une menace de divulgation de photos sur internet sans le consentement de l'intéressée. En effet, lesdites photos ont pu être récupérées par la personne X dans la boîte mail de M.C de manière jugée frauduleuse par cette dernière.

L'étude a fait ressortir que l'intéressée a été victime d'une mauvaise utilisation de son compte mail ou d'un défaut de protection de l'ordinateur utilisé pour se connecter à internet.

Ainsi de conseils lui ont été prodigués afin de mieux sécuriser toutes transactions à partir de l'outil informatique.

### La suite de la plainte de Mademoiselle H.K

La plainte adressée le 21 Octobre 2009 par Mademoiselle HK à la CIL qui l'opposait à un Fournisseur d'Accès à Internet et à son employeur pour intrusion illégale dans sa boîte mail, autrement dit du secret de ses correspondances privées, a connu l'évolution suivante :

- le FAI, ayant reconnu la faute de son agent, qui a communiqué les paramètres de connexion à l'employeur de la plaignante sans son consentement, a demandé un règlement à l'amiable du litige. La plaignante a rejeté toute tentative de conciliation, par conséquent, elle a été invitée par la CIL à se pourvoir devant les tribunaux si tel était son souhait.
- Concernant ce dossier, il y a lieu de retenir que, l'utilisation de l'outil informatique professionnel par les salariés à des fins personnelles est sujette à controverse : selon la jurisprudence Européenne, « le salarié a droit, même au temps et au lieu de travail, au respect de l'intimité de sa vie privée laquelle implique en particulier le secret des correspondances ». Suivant l'évolution de la jurisprudence il est nécessaire de mettre en place une charte d'utilisation des ressources informatiques sur le lieu de travail.



### 1.3. Des demandes d'avis

Au cours de l'année 2010 la Commission de l'Informatique et des Libertés a reçu et traité cinq (05) demandes d'avis provenant de structures publiques et privées. Elles ont porté sur les thèmes suivants :

#### 1.3.1 Demande d'avis et de conformité pour le croisement des bases de données aux fins de constitution du fichier électoral.

Après analyse de cette demande d'avis, il est ressorti les observations suivantes :

- Les fichiers contenant des données personnelles et faisant l'objet de traitement, détenus par les structures concernées n'ont pas satisfait aux formalités préalables de déclaration à la CIL conformément aux articles 59 et 60 de la loi N°010-2004/AN portant protection des données à caractère personnel.
- La demande d'avis ne remplissait pas les conditions de recevabilité requises par l'article 42 de la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.
- Le projet de décret portant autorisation de croisement ne précisait pas la durée de l'opération de mise en relation des fichiers concernés.

La Commission de l'Informatique et des Libertés a émis un avis favorable, sous réserve du respect des observations sus-mentionnées.

#### 1.3.2. Demande d'autorisation pour scanner les documents d'identité des passagers d'une compagnie aérienne établie au Burkina Faso.

La compagnie aérienne, pour prouver sa bonne foi auprès des pays de destination des passagers, sollicitait l'autorisation du scannage des documents d'identité de tous les passagers à l'embarquement à Ouagadougou qu'elle devait présenter auprès des services des pays de destination au cas où certains passagers arriveraient à destination avec d'autres pièces que celles présentées à l'embarquement ou sans pièces du tout.

A l'analyse, il est ressorti qu'une telle pratique occasionnerait une floraison de collecte de données personnelles par les différentes compagnies exerçant sur les plates-formes aéroportuaires du Burkina Faso. Ce qui n'est pas de nature à garantir la sécurité et la confidentialité de ces données au regard de la Loi N°010-2004 du 20 avril 2004 portant protection des données personnelles.

Ainsi la CIL a retenu qu'un tel traitement ne peut relever que de la compétence des Etats notamment de la Police Nationale, auprès de qui de telles informations peuvent être obtenues.

#### 1.3.3 Demande d'avis pour un accès à distance aux bases de données des opérateurs de téléphonie.

Pour des raisons de sécurité publique, le souhait a été émis d'avoir une traçabilité sur les communications des différents abonnés. A cet effet, une demande d'avis a été soumise à la CIL.

En réponse, la CIL a suggéré qu'un cadre réglementaire soit, au préalable, mis en place ; ce qui légitimerait de telles pratiques.

#### 1.3.4. Demande d'avis d'une Association Professionnelle

La Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL), conformément à l'article 37 i de la loi n° 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données personnelles, a reçu le 19 octobre 2010 une demande d'avis sur un projet de constitution d'une base de données centralisées des renseignements



commerciaux et des créances douteuses en vue d'améliorer qualitativement l'appréciation du risque bancaire par la mise en commun de certaines informations sur la solvabilité et la moralité des clients.

L'étude de ce dossier est en cours car, nécessitant plusieurs investigations.

### **1.3.5. Demande d'avis d'une banque**

La CIL a reçu, à la date du 08/12/2010, une demande d'avis d'une banque, filiale d'un groupe. La maison mère de ladite banque envisage un transfert de données de leurs clients hors du territoire Burkinabè.

Après des séances de travail avec les représentants de cette banque des investigations sont en cours en vue du traitement du dossier.



---

## CHAPITRE 2

---

### ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LOI

---



**L**e présent chapitre porte sur les actions menées par la CIL dans le cadre de la dissémination de la loi sur l'étendue du territoire national.

Dans ce contexte, six (6) activités principales de promotion ont été organisées par la CIL au cours de l'année 2010 :

- Trois (3) séminaires thématiques de sensibilisation des acteurs de l'administration publique, politiques, de l'enseignement secondaire sur les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée ;
- Trois (3) conférences publiques sur la sécurité des systèmes d'information et la protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale.

La Commission a également pris part à quatre (4) ateliers et séminaires de formation organisés par des institutions nationales.



## 2.1. Des séminaires thématiques de sensibilisation

### 2.1.1. Du séminaire national de sensibilisation des acteurs de l'administration publique

Organisé à Fada N'Gourma les 04 et 05 Mars 2010 sous le patronage de Monsieur Soungalo OUATTARA, Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État, ce séminaire national portait sur le thème : *« les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée dans l'Administration publique »*.

Ce séminaire a regroupé pendant deux jours cent quarante-cinq (145) personnes, comprenant :

- les responsables de la gestion administrative du personnel de l'Etat et de ses démembrements (DGPE, DRH, DGRE, etc.) ;
- les responsables de la gestion salariale du personnel de l'Etat et de ses démembrements (DSO, DAAF, etc.) ;
- les responsables de l'administration fiscale (Trésor public, Direction Générale des Impôts, Direction Générale des douanes, etc.) ;
- les responsables informatiques de l'Administration publique ;
- le Centre National des Archives ;
- les Centrales syndicales de l'Administration publique ;
- les Ecoles de formation professionnelle de l'Administration publique (ENAM, ENAREF).

Les objectifs poursuivis par cette activité étaient de permettre aux professionnels et aux usagers de l'administration burkinabè de s'informer et d'échanger sur :

- le cadre juridique de la collecte, du traitement et de la communication des données personnelles par l'administration publique ;
- les droits des citoyens et les obligations de l'administration publique en matière de traitement de données à caractère personnel ;
- l'application des principes de la loi N° 010-2004/AN portant protection des données à caractère personnel sur les traitements et fichiers de l'Administration publique ;
- le rôle de la Commission de l'informatique et des libertés, ses missions et ses pouvoirs (contrôles, sanctions,...) ;
- les défis et tendances de la protection des données personnelles dans un contexte où les services publics fonctionnent de plus en plus selon des modèles en réseaux ;
- les enjeux liés au développement des traitements informatisés de données relatives à l'administration et leurs compatibilités avec le respect effectif de la vie privée, tant par le biais de l'interconnexion des services publics que du recours à des fichiers uniques (le fichier unique du personnel de l'Etat, l'IFU, etc.) à l'utilisation d'une carte d'identité à puce ;

Les travaux du séminaire organisé sous la forme d'un panel de discussions ont été marqués par les thèmes de communication suivants :

- les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée dans l'administration ;
- les enjeux globaux de la modernisation de l'administration : cas du Burkina. »
- le Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat (SYGASPE) ;
- la cyber surveillance des salariés ;
- les enjeux de la modernisation de l'administration publique dans le contexte de la protection des données personnelles et du droit au respect de la vie privée ;
- l'E-gouvernement et protection des données personnelles ;
- le RESINA : quelle sécurité et quelle fiabilité pour le traitement des données personnelles des usagers et du personnel de l'Etat ;
- les obligations de l'administration publique et les droits des usagers dans leurs relations avec



l'administration publique : cas de l'accès aux documents administratifs des organismes publics et des organisations et protection des données personnelles.

Ce séminaire a permis aux participants et principalement aux gestionnaires des ressources humaines de l'Administration de s'approprier le contenu de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.

A l'issue du séminaire, les participants ont formulé une recommandation pour « l'élaboration d'un modèle de charte informatique par la Commission de l'informatique et des libertés à l'intention des employés et employeurs afin de garantir un usage conscient et responsable du système informatique sans entraver les droits et les libertés des personnes ».

### **2.1.2. Du séminaire national de sensibilisation des acteurs politiques**

Organisé à DORI les 15 et 16 Juillet 2010, ce séminaire national de sensibilisation a porté sur le thème « *La protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale* ».

Placé sous le patronage de Monsieur Eloi BAMBARA, Gouverneur de la région du Sahel, ce séminaire a réuni cent trente-huit (138) personnes, comprenant:

- des représentants des pouvoirs administratifs locaux (Gouverneurs, Haut-commissaire, Préfets, ...);
- des représentants d'élus nationaux (député) et d'élus locaux (Maires, conseillers, ...);
- des représentants des partis politiques;
- les représentants des communautés religieuses;
- les représentants de la chefferie traditionnelle;
- les leaders d'opinions;
- la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI);
- l'Office National d'Identification (ONI);
- des représentants des organismes nationaux chargés de surveiller les élections;
- des experts nationaux du domaine de la protection des droits humains;
- des juristes, universitaires, chercheurs, enseignants, parlementaires, cadres des entreprises publiques et privées, responsables informatiques et les opérateurs de téléphonie;
- des représentants de la Société civile œuvrant dans le domaine des droits humains;
- l'Assemblée Nationale;
- le Conseil Supérieur de la Communication;
- le Ministère de l'Administration Territoriale et de Décentralisation;
- le Ministère de la Sécurité;
- le Ministère de la Défense;
- le Ministère de la Culture du Tourisme et de la Communication;
- le Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication;

L'objectif poursuivi par ce séminaire était d'informer les électeurs, les candidats, les partis politiques, les institutions en charge de l'organisation et de la surveillance des élections, la société civile sur :

- les dispositions de la loi N° 010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel et le rôle de la CIL en période électorale;
- les obligations incombant aux candidats et aux partis politiques, relativement à la protection des données personnelles et la vie privée des citoyens en période électorale;
- les conditions de collecte, de traitement, de communication et de diffusion de renseignements personnels à des fins de propagande politique; notamment la diffusion de renseignements personnels pendant les meetings de campagne politique;
- les conditions d'utilisation de fichiers publics (les registres d'état civil, les fichiers de la carte d'identité, les fichiers de taxes et redevances, les fichiers d'aide sociale, etc.) et privés (fichiers de parents d'élèves) en vue de l'envoi de documents papiers (prospectus, dépliants, etc.) ou électroniques



- (SMS, mail, etc.) à des fins de propagande politique ;
- les conditions d'utilisation de la liste électorale à des fins de propagande politique ;
- les conditions d'utilisation de la biométrie, de la numérisation et des systèmes automatisés de croisement de fichiers à des fins de constitution de listes électorales.

Les travaux du séminaire se sont articulés autour des communications suivantes :

- les enjeux globaux de la protection des données personnelles en période électorale et le cadre juridique burkinabè qui encadre la collecte, le traitement, la communication et la diffusion de renseignements personnels à des fins de propagande politique ;
- la protection de la vie privée, du droit à l'image et de la réputation en période électorale ;
- les enjeux de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication pour les élections : cas de la numérisation, de la biométrie et de l'interconnexion/rapprochement de fichiers nominatifs à des fins de constitution de listes électorales ;
- « Les obligations des partis politiques en matière d'utilisation des renseignements personnels à des fins de propagandes politiques en période électorale.

A l'issu du séminaire les participants ont formulé deux recommandations sur :

- l'accompagnement des activités des partis politiques en période électorale par la CIL ;
- la prise en compte de la Commission de l'informatique et des libertés lors de la préparation des élections et des campagnes électorales.

### 2.1.3. Du séminaire national de sensibilisation des encadreurs de l'enseignement secondaire

Organisé les 25 et 26 novembre 2010 à Kaya, ce séminaire national de sensibilisation portait sur le thème : « *La protection des données personnelles et de la vie privée dans le secteur de l'éducation* ».

Placé sous le patronage du Professeur Joseph PARE, Ministre des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS), et représenté par Monsieur Luc YE, secrétaire général dudit département, ce séminaire a réuni quatre-vingt-seize (96) encadreurs de l'enseignement secondaire.

Les travaux du séminaire se sont articulés autour des communications suivantes :

- les enjeux globaux de la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des élèves : les dispositions du cadre institutionnel du Burkina et la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
- le cadre juridique de la protection des données personnelles dans le secteur de l'éducation ;
- la protection des données personnelles et de la vie privée sur les plateformes d'Internet et de téléphonie mobile: risques et dangers ; mesures et précautions élémentaires à observer pour une utilisation sécuritaire d'Internet et de la téléphonie mobile ;
- le plaidoyer pour la protection des données à caractère personnel et du droit au respect de la vie privée.

A l'issu du séminaire, les participants ont formulé quatre recommandations pour :

- la réglementation de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement ;
- la mise en place d'un dispositif organisationnel et de moyens techniques de contrôle et de protection des données personnelles au sein des établissements,
- la sensibilisation de la communauté éducative sur le renforcement du contrôle parental dans l'utilisation des TIC dans les cybers et à domicile ;
- le renforcement du suivi-contrôle de la collecte des données personnelles par les différents établissements.



## **2.2. Des conférences publiques**

### **2.2.1. De la conférence publique sur la protection des données personnelles et de la vie privée dans les médias et sur internet**

Organisée à Ouagadougou le 08 avril 2010 dans la salle de conférence du PNUD, cette conférence publique visait à :

- informer les hommes de médias et la population sur les nouvelles mesures édictées par le législateur burkinabè pour faire respecter la protection des données à caractère personnel ;
- permettre à ces hommes de médias d'échanger sur leurs responsabilités face au respect de la vie privée des personnes qui font l'objet de leurs informations.
- Informer et renseigner la population burkinabè sur les enjeux de la sécurité des données personnelles dans les médias et sur internet ;
- informer et renseigner la population burkinabè sur les règles élémentaires de sécurité à observer pour éviter les principaux risques qui existent sur internet lorsqu'on effectue des transactions en ligne, utilise la messagerie électronique, les forums de discussions, le chat, les blogues etc ;
- informer la population burkinabè sur le rôle de la Commission de l'informatique et des libertés, ses missions et ses pouvoirs (contrôles, sanctions,...).

La conférence publique qui a connu la participation de plus de trois cent (300) personnes a été marquée par quatre communications :

- les enjeux de la sécurité de l'information, de la protection des données personnelles et de la vie privée dans les médias ;
- la protection des données personnelles et de la vie privée sur les plateformes d'internet et de téléphonie mobile : risques et dangers pour les citoyens, mesures et précautions élémentaires à observer pour une utilisation sécuritaire d'internet et de la téléphonie mobile ;
- la jurisprudence en matière de violation du droit à la vie privée ;
- la régulation de l'information dans les médias en ligne.

### **2.2.2. De la conférence publique sur la sécurité des systèmes d'information**

Organisée à Banfora le 15 avril 2010 cette conférence publique visait la sensibilisation des consommateurs tout comme les entreprises, la population de Banfora et plus particulièrement les jeunes, sur :

- les risques et dangers pour la protection des données personnelles et de la vie privée pouvant résulter d'une utilisation des plateformes d'Internet et des services proposés par celles-ci ;
- le rôle de la Commission de l'informatique et des libertés, ses missions et ses pouvoirs (contrôles, sanctions,...)

Au cours de cette conférence publique qui a connu la participation de deux cent neuf (209) personnes, deux communications et un théâtre forum ont été présentés sur les thèmes :

- Les obligations de l'Administration publique et droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration publique : cas de l'accès aux documents des organismes publics et des organisations et protection des données personnelles ;
- la protection des données personnelles sur les plateformes d'Internet et de téléphonie mobile ;
- le théâtre forum joué le groupe Génération 2000 a traité sous forme de satire « la protection des données personnelles et de la vie privée des Jeunes : risques et dangers liés à l'utilisation du téléphone portable et de l'internet.



### **2.2.3. De la conférence publique sur la protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale**

Cette conférence publique organisée à Bobo-Dioulasso le 22 octobre 2010 et à quelques jours de l'ouverture de la campagne électorale pour la présidentielle du 21 novembre 2010, avait pour objectif d'informer le grand public et plus particulièrement les électeurs, les candidats, les partis politiques, les institutions en charge de l'organisation et de la surveillance des élections, la société civile sur :

- les dispositions de la loi N° 010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel et le rôle de la CIL en période électorale ;
- les obligations incombant aux candidats et aux partis politiques, relativement la protection des données personnelles et la vie privée des citoyens en période électorale ;
- les conditions de collecte, de traitement, de communication et de diffusion de renseignements personnels à des fins de propagande politique ; notamment la diffusion de renseignements personnels pendant les meetings de campagne politique ;
- les conditions d'utilisation de fichiers publics (les registres d'état civil, les fichiers de la carte d'identité, les fichiers de taxes et redevances, les fichiers d'aide sociale, etc.) et privés (fichiers de parents d'élèves, ...) en vue de l'envoi de documents papiers (prospectus, dépliants, etc.) ou électroniques (SMS, mail, etc.) à des fins de propagande politique ;
- les conditions d'utilisation de la liste électorale à des fins de propagande politique ;
- les conditions d'utilisation de la biométrie, de la numérisation et des systèmes automatisés de croisement de fichiers à des fins de constitution de listes électorales.

Au cours de cette conférence quatre communications ont été prononcées sur les thèmes suivants :

- les enjeux globaux de la protection des données personnelles en période électorale et le cadre juridique burkinabè qui encadre la collecte, le traitement, la communication et la diffusion de renseignements personnels à des fins de propagande politique ;
- tradition, Politique et protection des données personnelles et de la vie privée».
- la protection de la vie privée, du droit à l'image et de la réputation en période électorale ;
- les enjeux de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour les élections.

Cette rencontre a réuni 260 participants.

## **2.3. De la participation de la CIL à des ateliers et séminaires nationaux**

### **2.3.1. De la participation à l'atelier de la direction de télé médecine**

La CIL a participé à un atelier d'échanges sur la télé médecine et la mise en place du dossier patient informatisé, les 29, 30 juin et 1er juillet 2010, à travers la présentation d'une communication sur les « Enjeux globaux de la protection des données : cas particuliers des données médicales ».

Cette rencontre a réuni 60 participants.

### **2.3.2. De la présentation d'une communication aux journées parlementaires du groupe parlementaire Convention des Forces Républicaines (CFR) de l'Assemblée nationale**

Dans le cadre de leurs journées parlementaires, le groupe parlementaire CFR de l'Assemblée nationale a sollicité une communication à la CIL afin de sensibiliser les élus du groupe sur le thème « Les obligations des partis politiques en matière d'utilisation des renseignements personnels à des fins de propagandes politiques et le droit à l'image en période électorale ».



A cet effet, La CIL a présenté une communication sur les thèmes suivants :

- les partis politiques et les instruments de propagande électorale ;
- le traitement juridique de l'utilisation des renseignements personnels à des fins de propagande électorale ;
- le droit à l'image et à la réputation en période électorale.

Cette rencontre a réuni 19 participants.

### **2.3.3. De la participation à la 7ème conférence des personnels d'administration et de gestion du ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation**

La CIL a été sollicitée pour présenter des communications à TENKODOGO et à BOBO DIOULASSO, lors de la 7ème conférence des personnels d'administration et de gestion du ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation qui s'est tenue du 20 au 23 septembre 2010 sur le thème « Administration et gestion scolaires : quelle contribution des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration de la gestion des ressources humaines, financière et matérielle ».

A cette occasion, la CIL a présenté une communication sur les thèmes suivants :

- le cadre juridique de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données personnelles ;
- la contribution de la loi 010 dans la gestion et l'administration des ressources humaines ;
- la contribution de la loi 010 dans le domaine des finances.

Cette rencontre a réuni 176 participants.

### **2.3.4. De la contribution de la CIL au partenariat ENAREF-IDEA INTERNATIONAL**

Dans le cadre d'un partenariat entre l'Ecole nationale des régies financières et l'Institut pour le développement en économie et administration qui a mis en place un programme de formation avec certification universitaire sur la gestion de cycle des marchés publics, la CIL a assuré un cours sur un module portant sur l'expérience du Burkina Faso dans l'informatisation des données et le droit à l'information.

La session de formation a traité des aspects critiques de la dématérialisation des procédures, notamment l'application de l'informatique liée à la question de la protection des données dans le cadre de l'utilisation de l'informatique dans la passation des marchés publics.

Cette rencontre a réuni 22 participants.

## **2.4. Informer, conseiller**

### **2.4.1. De la communication**

Afin d'assurer une large communication du contenu de la loi auprès de la population, la Commission de l'informatique et des libertés a bénéficié de l'appui de la presse nationale et internationale.

Ainsi, grâce à cet appui, la CIL a bénéficié au cours de l'année, de la couverture médiatique de toutes les activités qu'elle a organisées : séminaires et ateliers, conférences et points de presse, interviews radio et télé réalisées au studio et au plateau lors des journaux télévisuels et radiophoniques ou d'émissions réalisées en direct (Cf. annexe).



La Commission de l'informatique et des libertés a également signé des conventions de partenariat avec les trois quotidiens d'information (Sidwaya, Observateur Paalga et Le Pays) et la RTB pour assurer la couverture médiatique de l'ensemble de ses activités pendant l'année 2010.

La CIL a, par ailleurs, produit et diffusé dans la presse des communiqués de sensibilisation des citoyens sur d'une part, leurs droits en matière de protection de leurs données personnelles, et, d'autre part sur les risques et dangers liés à la mauvaise utilisation des technologies de l'information et de communication, plus particulièrement les risques d'arnaques sur internet et l'hameçonnage téléphonique.

#### **2.4.2. Du site web**

En 2010, la CIL a augmenté la production en quantité et en qualité de l'information sur les activités publiées sur son site web. Elle a aussi entrepris d'améliorer son site web pour qu'il réponde mieux aux besoins des utilisateurs et du grand public afin de favoriser une plus grande diffusion proactive. Plus spécifiquement la CIL a développé et mis en ligne sur son site web une rubrique « vie privée des jeunes » qui sensibilise les jeunes sur la protection de leurs données personnelles et la maîtrise de leur identité en ligne.

#### **2.4.3. Du développement de contenus multimédias de sensibilisation, de formation et d'autoformation en langues nationales sur la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel**

Pour une plus large diffusion du contenu de la loi 010-2004/AN du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, des informations et connaissances ont été adaptées au niveau et aux besoins de la population. En cette matière, la Commission de l'informatique et des libertés a au cours de l'année 2010, produit et diffusé sur CD-ROM un contenu multimédia d'informations, de sensibilisation, de formation et d'auto formation sur la loi précitée, en français et dans trois langues nationales : mooré, dioula et fulfuldé.



---

## CHAPITRE 3

---

# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

---

C Concernant ce chapitre, les activités majeures menées par la Commission de l'informatique et des libertés au cours de l'année 2010 ont été :

- L'organisation à Ouagadougou de trois ateliers de formation sur les différentes missions et pouvoirs d'une autorité de protection des données personnelles ;
- La participation des Commissaires et des cadres à des séminaires internationaux de perfectionnement.





### **3.1. Des ateliers de formation sur les différentes missions et pouvoirs d'une autorité de protection des données personnelles**

Ces ateliers, animés du 4 avril au 16 mai et du 30 mai au 5 juin 2010 par un expert de la CNIL France, avaient pour objet de renforcer les capacités techniques des commissaires et des cadres de la CIL en matière d'organisation, de planification, d'animation de séances plénières, de gestion du contentieux et de réalisation des activités courantes.

Ces ateliers de formation visaient à permettre un meilleur traitement des dossiers soumis à la CIL (bonne maîtrise des procédures de déclaration et de demande d'avis) et une introduction à la mise en œuvre des pouvoirs de contrôle et des missions de veille technologique.

A cette fin, les sujets traités au cours de ces ateliers ont porté sur:

- les enjeux relatifs à :
  - l'exercice des pouvoirs « a priori », essentiellement centré sur les formalités relatives aux déclarations et demande d'avis ;
  - l'exercice des pouvoirs « a posteriori » essentiellement centré sur les plaintes et la politique des contrôles sur place ;
- la nature des travaux à réaliser dans le cadre de l'exercice de chacun de ces pouvoirs ;
- les rôles respectifs des membres du collège des commissaires et l'organisation du travail ;
- les exigences juridiques et administratives liées à chaque procédure ;
- L'évaluation des flux de dossiers prévisibles ;
- la planification des travaux et la définition des priorités et équilibres à assurer entre différentes activités ;
- l'organisation des activités au niveau des services et du collège des commissaires ;
- les évolutions en cours du cadre juridique du droit à la protection des données du Burkina Faso (projet de loi modificative de la loi de 2004 et les travaux d'harmonisation au sein de la sous-région dans le cadre de la CEDEAO) ;
- l'examen et la révision des formulaires de déclaration de fichier et de dépôt de plainte ;
- la préparation de trois missions d'information dans trois secteurs d'activités.

Les formations dispensées ont permis à la CIL de passer à une phase plus pratique dans l'application de la loi n°010-2004/AN, à savoir l'organisation de plusieurs missions d'information auprès de grandes structures traitant de données à caractère personnel.

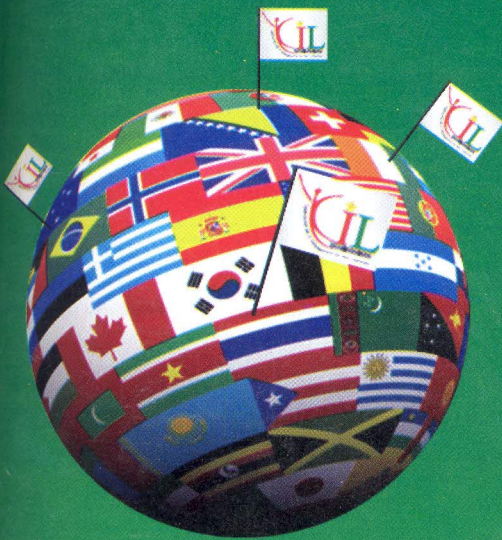
### **3.2. De la participation des Commissaires et des cadres à des séminaires internationaux de perfectionnement**

Dans le souci de doter la Commission de ressources humaines hautement qualifiées pour mener à bien ses missions, huit (8) cadres de la Commission ont pris part au cours de l'année 2010 à des séminaires internationaux de perfectionnement organisé au Maroc, en France et au Mali.



## CHAPITRE 4

# ACTIVITÉS INTERNATIONALES



Pour appuyer la mise en œuvre efficiente de ses activités, la Commission a participé à diverses rencontres internationales afin :

- de contribuer à l'élaboration de lois et politiques sur la protection des données personnelles et de la vie privée au niveau international ;
- de s'approprier les meilleures pratiques et les derniers développements en matière de protection des données personnelles et de la vie privée ;
- d'expliquer la conception Burkinabè de la protection des données personnelles et de la vie privée ;
- de prendre en compte les expériences réussies d'autres pays et capitaliser les mécanismes éprouvés déjà mis en œuvre par ces pays en matière de protection des données à caractère personnel ;
- de créer des relations de travail et d'échanges avec d'autres Institutions nationales et internationales.



En 2010, la Commission de l'informatique et des libertés a participé à des colloques, séminaires et conférences en France et au Mexique.

#### **4.1. De la participation de la CIL à une conférence au Mexique**

Sur invitation du ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication, la Commission de l'informatique et des libertés a participé, à la Conférence des Plénipotentiaires (PP- 10) de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) à Guadalajara – Mexique, du 04 au 22 Octobre 2010.

Cette conférence avait pour but de résoudre les problèmes urgents ayant des répercussions tant sur l'avenir de l'Union que sur le secteur des télécommunications et des TIC.

#### **4.2. De la participation de la CIL à une conférence en France**

Le 30 Novembre 2010 deux Commissaires de la CIL ont participé à Paris (France) à la 4ème Conférence des Commissaires à la protection des données à caractère personnel et à l'Assemblée générale de l'Association Francophone des Autorités de Protection des Données Personnelles (AFAPDP).

Cette conférence qui a réuni 58 participants de 26 pays avait pour objectifs : de traiter de la question du développement d'un instrument international dans le domaine de la protection des données personnelles et d'évoquer les différentes expériences francophones en vue de dégager un corpus de principes communs en cette matière dans les régions de l'Afrique, de l'Europe et globalement dans l'espace francophone.

Les thèmes ci-après ont été développés sous forme de session :

##### **Session 1 :**

**« Vers le développement d'un instrument international dans le domaine de la protection des données personnelles (initiatives francophones, processus de Madrid, contexte régional africain, etc.) : Regards croisés »**

Les intervenants ont été :

- le Secrétaire général de l'AFAPDP et Président de la CNIL (France) dont l'intervention a porté sur le processus ayant abouti aux standards internationaux adoptés à Madrid et sur les initiatives visant à l'émergence d'un instrument international ;
- le Président de l'AFAPDP et Président de la Commission d'Accès à l'Information (CAI /Québec) qui est revenu sur les initiatives francophones dans le domaine et sur le projet du groupe francophone de réflexion sur l'élaboration d'un instrument international ;
- le deuxième Vice-président de l'AFAPDP et Préposé fédéral suppléant à la protection des données et à la transparence (Suisse) qui s'est penché sur le point de vue du Conseil de l'Europe et le rôle de la Convention 108.

##### **Session 2 :**

**« Les missions et les pouvoirs des autorités de protection de données personnelles : évolutions et stratégies »**

Les intervenants ont été :

- la commissaire de l'autorité fédérale du Canada dont l'intervention a porté sur l'action du Canada



- fédéral sur Facebook ;
- la Porte-parole du Bureau de protection des données de la République Tchèque qui a traité des initiatives de l'autorité tchèque concernant Google Streetview ;
- Le président de la Commission de contrôle des informations nominatives (CCIN, Monaco).

### **Session 3 : « Point sur les dernières évolutions dans le domaine de la protection des données au sein de l'espace francophone : expériences nationales »**

Les intervenants ont été :

- la Commissaire à la protection de la vie privée (Canada) ;
- la première Vice-présidente de l'AFAPDP et Présidente de la CIL du Burkina-Faso ;
- la Présidente de l'autorité de Tunisie.

A l'issue de toutes ces communications, les participants ont retenu la nécessité de l'adoption d'un instrument international contraignant sur la protection des données personnelles et la tenue d'une réunion gouvernementale sur la question en 2011

Les participants à la conférence ont également reconnu la pertinence de l'élaboration de l'acte additionnel de la convention 108 du 28 janvier 1981 du conseil de l'Europe relative à la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé de données à caractère personnel ce qui étendrait le champ d'action de cette convention.

En marge de cette quatrième Conférence des Commissaires à Paris, l'Assemblée générale de l'AFAPDP s'est tenue à partir de 15h45 au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). La quintessence de la rencontre portait sur l'examen et l'adoption du rapport moral et financier du bureau de l'AFAPDP, des nouvelles orientations du champ d'actions de l'Association et de l'élection du nouveau bureau.

Concernant les nouvelles orientations de l'Association, il a été retenu le renforcement de la coopération technique entre pays membres et la création d'un site web sécurisé en vue du partage des traitements de dossiers entre autorités de protection de données.

Par ailleurs, l'AFAPDP a organisé les 1er et 02 décembre, un séminaire collectif de formation à l'attention des Commissaires et du personnel des pays membres de l'association, y ont pris part quatre (4) cadres de la CIL du Burkina Faso.

S'agissant de l'élection du nouveau bureau, les participants ont reconduit le bureau sortant à l'unanimité. Le nouveau bureau est composé ainsi qu'il suit :

<b>Président :</b>	Jacques Saint Laurent, Président de la Commission d'accès à l'information (CAI) / Québec.
<b>1ère Vice-présidente :</b>	Alimata OUATTARA / DAH, Présidente de la Commission de l'informatique et des libertés (CIL) / Burkina Faso.
<b>2ème Vice-président :</b>	Jean Philippe Walter, Préposé fédéral adjoint à la protection des données et à la transparence, Suisse.
<b>Secrétaire Général :</b>	Alex Türk, Président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), France.



### **4.3. De la participation de la CIL à des téléconférences de l'AFAPDP**

Au cours de l'année 2010, la Présidente de la Commission de l'informatique et des libertés a participé à quatre (4) téléconférences qui ont réuni les membres du bureau de l'AFAPDP et L'OIF. Ces téléconférences ont porté sur le partage d'expériences et la constitution d'experts au sein de l'association.

### **4.4. Partenariats**

#### **4.4.1. Du partenariat avec l'AFAPDP**

L'AFAPDP constitue un excellent cadre d'échanges et de partage d'expériences et a pour ambition de former des experts de la protection de données personnelles en son sein.

Ainsi, il a été institué l'organisation de séminaires collectifs de formation réunissant les Commissaires et le personnel des différentes autorités des pays membres.

Au cours de l'année 2011, il sera créé un site web sécurisé en vue d'un partage de traitement de certains dossiers.

Par ailleurs, il a été préconisé de mettre en place des réseaux régionaux des autorités de protection des données personnelles avec pour finalité d'harmoniser les législations nationales et les traitements des dossiers.

Il y a lieu de rappeler que le Burkina Faso est membre de l'AFAPDP depuis 2007 et y occupe le poste de vice-président de cette date à nos jours.

#### **4.4.2. Du partenariat avec d'autres institutions**

La Commission entend poursuivre les relations avec tous les acteurs du système de protection des données personnelles et de la vie privée, dont les responsables de traitement, les personnes concernées, les institutions, les autres administrations, la presse et les associations de défenses des droits humains.

Dans cette perspective, la Commission va créer un forum de discussion. Ce forum favorisera non seulement les échanges d'idées sur des questions d'intérêt commun, mais aussi la promotion du droit à la protection des données personnelles et de la vie privée de la population.



---

## CHAPITRE 5

---

### LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

---



Commission de l'Informatique et des Libertés





## 5.1. Le collège des Commissaires

La Commission telle que créée par l'article 26 de la loi n°10-2004/AN du 24 avril 2004 est une autorité de contrôle chargée de veiller au respect des dispositions qui sont contenues dans ladite loi. A ce titre, elle dispose d'un pouvoir réglementaire et d'un pouvoir de sanction.

### 5.1.1. Composition et organisation de la Commission

#### 5.1.1.1. Composition

La composition de la Commission est inscrite à l'article 27 de la loi. Elle est composée de neuf (9) membres ainsi qu'il suit :

- un magistrat, membre du Conseil d'Etat, élu par ses pairs en assemblée générale ;
- un magistrat, membre de la Cour de cassation, élu par ses pairs, en assemblée générale ;
- deux députés désignés par le Président de l'Assemblée nationale ;
- deux personnalités désignées par les associations nationales œuvrant dans le domaine des droits humains ;
- deux personnalités désignées par les associations nationales de professionnels de l'informatique ;
- une personnalité désignée par le Président du Faso en raison de sa compétence.

Le mandat des membres de la Commission est de cinq (5) ans, renouvelable une fois. Ils n'exercent pas de fonction à titre permanent à l'exception du président.

#### 5.1.1.2. Missions

Les attributions de la Commission sont définies par l'article 37 de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel. Ainsi, elle :

- prend des décisions individuelles ou réglementaires dans les cas prévus par la loi ;
- peut, par décision particulière, charger un ou plusieurs de ses membres ou de ses agents, assistés le cas échéant d'experts, de procéder, à l'égard de tout traitement de données, à des vérifications sur place et de se faire communiquer tous renseignements et documents utiles à sa mission ;
- édicte le cas échéant, des règles types en vue d'assurer la sécurité des systèmes ; en cas de circonstances exceptionnelles, elle peut prescrire des mesures de sécurité consistant notamment en la destruction des supports d'information ou en la suspension de l'autorisation ;
- adresse aux intéressés des avertissements et dénonce au parquet les infractions dont elle a connaissance ;
- veille à ce que les modalités de mise en œuvre du droit d'accès et de rectification indiqué dans les actes et déclarations prévus aux articles 18 et 19 n'entravent pas le libre exercice de ce droit ;
- reçoit les réclamations, pétitions et plaintes ;
- se tient informée des activités industrielles, de services qui concourent à la mise en œuvre de l'informatique ;
- se tient informée des effets de l'utilisation de l'informatique sur le droit à la protection de la vie privée, l'exercice des libertés et le fonctionnement des institutions démocratiques ;
- conseille les personnes et organismes qui ont recours au traitement automatisé d'informations nominatives ou qui procèdent à des essais ou expériences de nature à de tels traitements ;
- répond aux demandes d'avis des pouvoirs publics et, le cas échéant, des juridictions ;
- propose au gouvernement toutes mesures législatives ou réglementaires de nature à adapter la protection des libertés à l'évolution des procédés et techniques informatiques.



## 5.2. Les Sessions

Dans le cadre de l'accomplissement des missions de la Commission, le Collège des Commissaires a poursuivi activement sa participation aux différentes activités organisées au cours de l'année 2010.

Ainsi, les Commissaires ont pris part aux différentes rencontres de formation ou de sensibilisation organisées aussi bien à Ouagadougou qu'à travers différentes localités et régions du pays.

Le Collège des Commissaires a régulièrement tenu ses sessions. Au cours de l'année, il a organisé sept (7) sessions et délibéré sur les points inscrits à l'ordre du jour selon le tableau ci-après :

N°	Date de la session	Nature de la session	Ordre du Jour
1	12 Février 2010	Extraordinaire	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Examen des Termes De Références du séminaire qui se tiendra à Fada les 04 et 05 mars 2010.</li> <li>2) Examen et adoption des documents de travail ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formulaire de plainte à la CIL,</li> <li>• Fiche de demande d'avis à la CIL,</li> <li>• Fiche de demande d'autorisation,</li> <li>• Formulaire de déclaration,</li> <li>• Récépissé de déclaration,</li> <li>• Fiche de retrait d'une plainte,</li> <li>• Fiche de convocation des parties d'une plainte.</li> </ul> </li> <li>3) Examen de projet d'arrêté portant composition du comité multisectoriel contre la fréquentation des cybercafés par les jeunes.</li> <li>4) Divers.</li> </ol>
2	7 Mai 2010	Ordinaire	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Les spams téléphoniques : quelles stratégies et actions à mener.</li> <li>2) Missions d'informations auprès de certaines structures.</li> <li>3) Examen des Termes de Références d'un séminaire qui se tiendra à Manga chef lieu de la Région du Centre Sud les 03 et 04 juin 2010 sur le thème : les technologies de l'Information et de la Communication et la protection des données personnelles.</li> <li>4) Divers.</li> </ol>
3	11 Juin 2010	Ordinaire	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Adoption de l'avant projet du programme d'activités budgétisé 2011.</li> <li>2) Examen des Termes de Références du Séminaire portant protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale.</li> <li>3) Divers.</li> </ol>



N°	Date de la session	Nature de la session	Ordre du Jour
4	21 Juillet 2010	Ordinaire	1) Adoption des rapports des missions d'information. 2) Examen des dossiers de demande d'information (saisine de la CIL). 3) Divers.
5	03 Août 2010	Extraordinaire	Session restreinte en vue de délibérer sur la demande d'avis de la CENI et les projets de décret y relatifs. Délibération sur la demande d'avis n° 2010-347/CENI/SG/ du 30 juillet 2010 de la CENI relative à un rapprochement de fichiers à des fins de compléments d'identification des électeurs et de validation de la liste électorale.
6	23 Novembre 2010	Ordinaire	1) Examen du projet de rapport public 2010. 2) Réaménagement budgétaire du budget 2010. 3) Présentation des outils multifonctionnels de formation et d'autoformation en langue nationale sur la loi n° 010-2004/AN du 20 avril portant protection des données à caractère personnel. 4) Lancement des contenus multimédias en langues nationales de la loi N°010-2004/AN par la CIL. 5) Divers.
7	27 Décembre 2010	Ordinaire	1) Examen et adoption du rapport public 2010 de la CIL 2) Adoption d'une convention de partenariat en sécurité informatique 3) Divers

### 5.3. Des réunions de cabinet

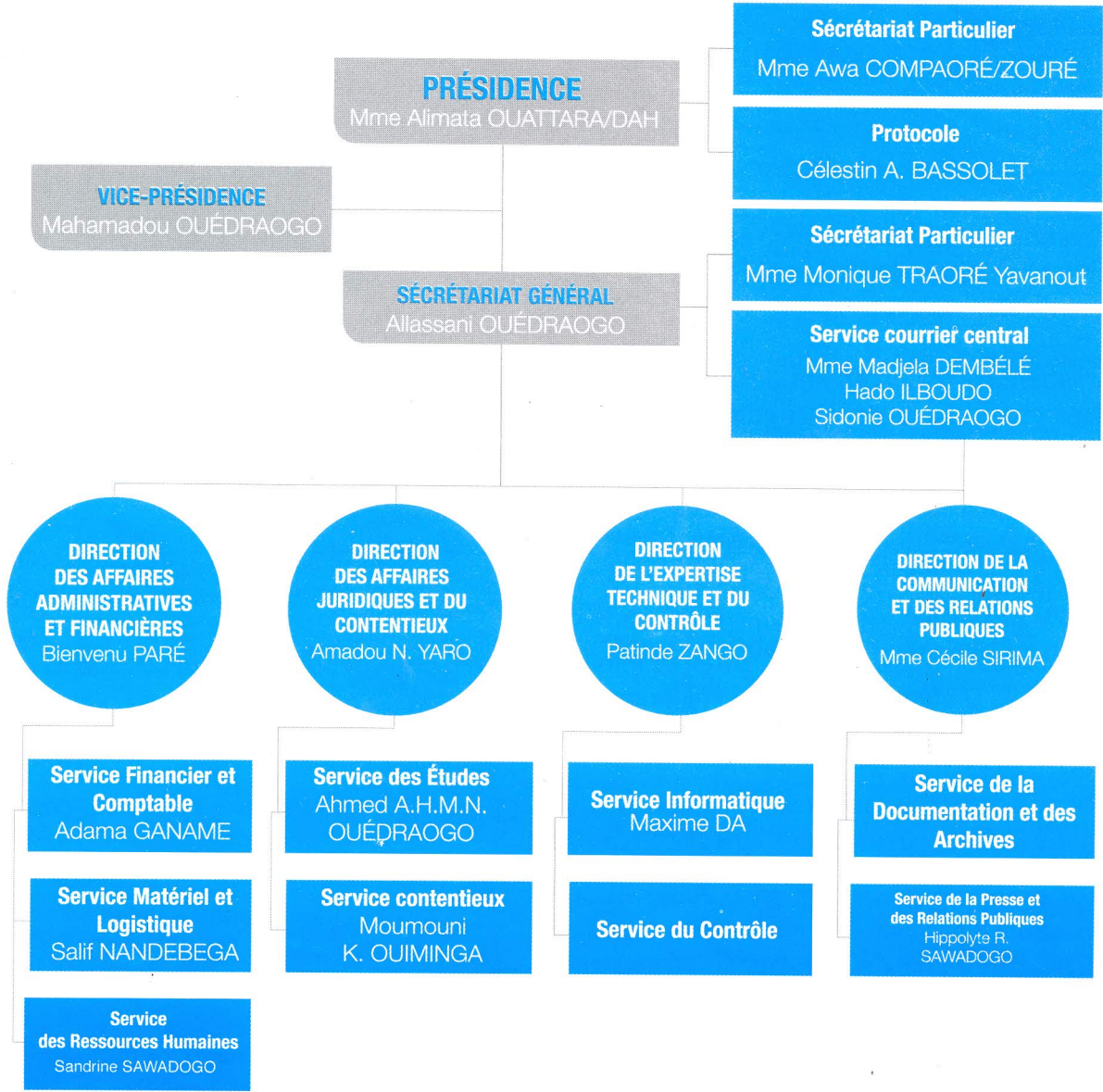
Afin d'assurer le fonctionnement quotidien de l'administration, et de préparer les sessions du collège des Commissaires, des réunions hebdomadaires de cabinet ont été tenues.

Ainsi quarante-deux (42) réunions de cabinet ont permis d'examiner les plaintes, les demandes d'avis et d'organiser les séminaires, ateliers de formation et de préparer les vérifications sur place.



5.4. Les services administratifs

ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS





## 5.5. La gestion administrative et financière

### 5.5.1. La gestion administrative

L'effectif de la Commission de l'informatique et des libertés a connu une légère augmentation en 2010, passant de 37 agents en 2009 à 43 agents en 2010 dont neuf (09) commissaires.

En effet, au cours de cette année, la Commission de l'informatique et des libertés a recruté sur mesures nouvelles deux (02) juristes, un (01) informaticien option maintenance, un (01) assistant en gestion de ressources humaines et a bénéficié d'une mise à disposition d'un (01) agent spécialisé en gestion des ressources humaines.

En outre, la Commission a en outre été dotée de structures d'accompagnement au cours de l'année 2010 avec la nomination d'un Agent Comptable et d'un Contrôleur financier courant 1er trimestre 2010.

Au 31 décembre 2010, la situation administrative des agents se présente comme suit :

- 09 commissaires dont un (01) permanent ;
- 32 agents en activité ;
- 01 agent (chauffeur) en suspension de contrat ;
- 01 agent (juriste) en abandon de poste dont la procédure administrative suit son cours.

L'effectif pourrait être renforcé au cours de l'année 2011 par le recrutement sur mesures nouvelles d'un Informaticien BAC+3, d'un(e) Secrétaire de direction, d'un(e) secrétaire, d'un chauffeur et un agent de liaison.

En matière de renforcement des capacités opérationnelles, des formations continues au profit des cadres et des agents de la CIL dans les différents domaines ci-après ont été retenus :  
l'audit sommaire des systèmes de sécurité en entreprise au profit des informaticiens tenu du 04 au 08 août à Bobo-Dioulasso ;

- la formation en gestion efficace de l'accueil physique et téléphonique au profit des standardistes ;
- La sécurité des systèmes informatiques au profit des cadres et commissaires de la CIL au Maroc du 19 août au 7 septembre 2010 à Casablanca ;
- la formation en sécurité des systèmes informatiques au profit des directeurs et des agents tenue du 28 au 29 septembre 2010 à Ouagadougou ;
- l'audit des Finances Publiques au profit de l'Agent Comptable tenu du 25 septembre au 09 octobre 2010 au Maroc ;
- le séminaire collectif sur la protection des données à caractère personnel au profit des cadres de la CIL à Paris du 30 Novembre au 2 Décembre 2010
- la gestion axée sur les résultats au profit des cadres intervenant dans l'exécution du budget du 13 au 24 décembre 2010 à Bamako

### 5.5.2. La gestion financière

La Commission de l'informatique et des libertés a reçu pour le compte de l'exercice budgétaire 2010, une dotation de trois cent soixante millions (360 000 000) de FCFA répartie comme suite :

- Titre V: Dépenses d'investissement : trente cinq millions cinq cent mille (35 500 000) FCFA
- Titre II : Dépenses de fonctionnement : trois cent vingt quatre millions cinq cent mille (324 500 000) FCFA

Cette présentation du budget est faite suivant la nomenclature budgétaire des Etablissements publics



---

## CHAPITRE 6

---

### PROGRAMME 2011

---



**P**our l'année 2011, les activités de la Commission de l'informatique et des libertés seront centrées autour des actions majeures suivantes :

- la poursuite du suivi et du contrôle de l'application effective de la loi (juridique et technique) ;
- le renforcement des capacités et de la responsabilité de la Commission ;
- la mise en conformité des structures publiques et privées traitant des fichiers contenant des données personnelles avec les dispositions des articles 18 et 19 de la Loi ;
- la mise en place effective du registre public des déclarations de fichiers contenant des données personnelles ;
- la désignation de points focaux de la CIL dans les structures publiques et privées traitant des données à caractère personnel ;
- la poursuite des opérations de sensibilisation et de formation des groupes segmentés sur les enjeux de la protection des données à caractère personnel ;
- la réalisation d'études dans le but d'apprécier le niveau de protection des données à caractère personnel au Burkina ;
- la réalisation d'une étude sur le flux transfrontalier des données personnelles des burkinabé ;
- le développement de contenus multimédias de sensibilisation, de formation et d'autoformation dans dix langues nationales sur la protection des données personnelles et leurs diffusions sur CD-ROM ;
- la révision du site web pour une diffusion d'information proactive et des contenus multimédias en langues nationales ;
- l'élaboration de guides pratiques par secteur d'activité ;
- la réalisation et diffusion de théâtre forum sur la protection des données personnelles.



---

## CHAPITRE 7

---

LES ACTIVITÉS MAJEURES  
2008 - 2009

---





## 7.1. La remise du rapport 2008 au chef de l'Etat

La loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, dispose en son article 45, que la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) présente chaque année à son Excellence Monsieur le Président du Faso, à son Excellence Monsieur le président de l'assemblée nationale et au Président du conseil constitutionnel, un rapport rendant compte de l'exécution de sa mission.

A cet effet, la présidente de la Commission de l'Informatique et des Libertés a remis le 28 mai 2009 le rapport d'activité 2008 de son institution à son Excellence Monsieur le Président du Faso, en présence de son Excellence Monsieur le Premier ministre, de son Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale et du Président du Conseil Constitutionnel. La présidente a présidé les principaux points du rapport et les recommandations.

Cette rencontre a été l'occasion pour la présidente de présenter les principaux points du rapport et principalement les trois recommandations ci-après qui ont été formulées :

- Relecture du décret d'application n°2007-283/PRES/PM/MPDH du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés.
- Allocation de ressources nécessaire pour la construction du siège de la CIL.
- Prise en compte de la CIL dans les accords de coopération avec les partenaires au développement

Pour la mise en œuvre des recommandations issues de ce rapport d'activités, une séance de travail a eu lieu avec le gouvernement le 13 juillet 2009, sur invitation de SEM le Premier Ministre, par lettre n°2009-1188/PM/CAB/CSD du 30 juin 2009.

## 7.2. La remise du rapport 2009 au SEM le Président du Faso

Tout comme pour l'année 2008, la présidente de la Commission de l'Informatique et des Libertés a remis le 15 décembre 2009, le rapport d'activité 2009 de son institution à SEM le Président du Faso, en présence de SEM le Premier ministre et de SEM le Président de l'Assemblée nationale.

Cette rencontre a une fois de plus été l'occasion pour la présidente de la Commission de présenter les grandes lignes du rapport et les principales recommandations formulées, ainsi qu'il suit :

- Le renforcement des capacités des commissaires et du personnel administratif afin d'entretenir les capacités de veille technologique de la Commission et de suivre conséquemment les évolutions des Technologies de l'Information et de la Communication sur la protection des données personnelles et de la vie privée.
- L'allocation de moyens conséquents par l'acquisition d'équipements adéquats (testeurs de sécurité informatique et de cryptographie, etc.) pour mieux réaliser ses missions de contrôle effectif sur l'application de la loi dans les organismes publics et privés qui traitent des fichiers contenant des données personnelles.
- La ratification de toutes les normes internationales et supranationales traitant de la protection des données à caractère personnel et de la vie privée.

Pour la mise en œuvre de ces recommandations une séance de travail a eu lieu, avec le gouvernement le 26 février 2010. Sur invitation de SEM le Premier Ministre par lettre N° 2010-202/PM/CAB/CSD du 10 Février 2010.



# Conclusion et Recommandations



L'année 2010 a été celle de l'application effective de la loi 10-2004 du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, comme en témoignent les vérifications sur place effectuées au sein des structures publiques et privées et de la prise en compte par celles-ci des recommandations de la Commission. On note également, l'intérêt manifeste constaté par la CIL de la part des usagers pour le respect de leurs droits à la protection de la vie privée, et des responsables de traitement pour le respect des obligations qui leur incombent.

Au total, on peut affirmer que la prise de conscience de l'existence du droit à la protection des données personnelles et de la vie privée est en nette progression. Aussi, la réalisation du programme d'activités année de 2011, constitué de contrôles de l'application de la loi, de productions de films de sensibilisation et de mise en œuvre de sanctions effectives fera de chaque responsable de traitement et de chaque personne concernée des vecteurs de défense de ce droit.

C'est pour être dans les meilleures conditions de réussite de ce programme que les recommandations suivantes sont soumises à l'appréciation des plus hautes autorités du pays. Ce sont :

- L'année 2010 a été celle de la mise en oeuvre effective de la loi 10-2004 du 20 Avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.

En témoignent les vérifications sur place dans les structures effectuant des traitements de données personnelles, les demandes d'avis, la saisie de la CIL par des services publics et privés et des particuliers.

- l'allocation de moyens conséquents pour mieux réaliser ses missions de contrôle effectif de l'application de la loi dans les organismes public et privé qui traitent des fichiers contenant des données personnelles, par l'acquisition d'équipements adéquats (testeurs de sécurité informatique et de cryptographie, etc.) ;
- l'adhésion du Burkina Faso à la convention 108 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 Janvier 1981.



# Glossaire



# Glossaire



## Biométrie

La biométrie regroupe l'ensemble des techniques informatiques permettant de reconnaître automatiquement un individu à partir de ses caractéristiques physiques, biologiques, voire comportementales. Les données biométriques sont des données à caractère personnel car elles permettent d'identifier une personne. Elles ont, pour la plupart, la particularité d'être uniques et permanentes (ADN, empreintes digitales...).

## Biométrie sans trace ou avec trace?

Parmi toutes les données biométriques utilisées aujourd'hui, certaines présentent la particularité de pouvoir être capturées et utilisées à l'insu des personnes concernées. C'est le cas, par exemple, des empreintes génétiques puisque chacun laisse involontairement derrière soit des traces, même infimes, de son corps, dont on peut extraire l'ADN. C'est également le cas des empreintes digitales, dont on laisse aussi des traces, plus ou moins facilement exploitables, dans beaucoup d'actes de la vie courante. D'autres données biométriques ne ressentent pas, du moins dans l'état actuel de la technique, cette particularité : c'est le cas, par exemple, du réseau veineux du doigt ou du contour de la main, car ces données biométriques laissent peu de trace au quotidien, voire aucune. La

biométrie avec trace impose donc une vigilance toute particulière de la part des personnes concernées.

## Conférence mondiale des commissaires à la protection des données et à la vie privée

Cette conférence se tient chaque année à l'automne. Elle réunit l'ensemble des 81 autorités et commissaires à la protection des données et à la vie privée de tous les continents. Elle est ouverte aux intervenants et participants du monde économique, des autorités publiques, et de la société civile. Une partie de la conférence est réservée aux représentants des autorités accréditées par la conférence, durant laquelle sont adoptées les résolutions et déclarations.

## Donnée à caractère personnel

Toute information qui permet, sous quelque forme que ce soit, directement ou non, l'identification des personnes physiques. Il peut s'agir du nom, de la nationalité, de la date de naissance, du domicile, des données bancaires, du numéro de téléphone, de l'adresse email, du numéro de la plaque d'immatriculation, du numéro de la sécurité sociale, des empreintes digitales, etc.

## Déclarant

Personne physique ou morale responsable d'un traitement ou d'un fichier contenant des données personnelles qu'il doit déclarer à la CIL sous peine de sanctions.

## Destinataire

Personne habilitée à obtenir communication de données enregistrées dans un fichier ou un traitement en raison de ses fonctions.

## Destinataire d'un traitement de données à caractère personnel:

c'est toute personne physique ou morale, publique ou privée, habilitée à recevoir communication de ces données autre que la

personne concernée, le responsable de traitement, le sous-traitant et les personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargées de traiter ces données.

## DMP(dossier médical personnel)

Dossier du patient qui permettra aux professionnels de santé désignés par lui d'avoir accès à toute information médicale relative à ce patient pouvant être utile à la coordination des soins. Une réflexion est en cours sur la stratégie à adopter pour la poursuite de ce projet.

## Donnée biométrique

Caractéristique physique ou biologique permettant d'identifier une personne (ADN, contour de la main, empreintes digitales...).

## Donnée personnelle

Toute information identifiant directement ou indirectement une personne physique (par exemple : nom, no d'immatriculation, no de téléphone, photographie, date de naissance, commune de résidence, empreintes digitales...).

## Donnée sensible

Information concernant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, l'appartenance syndicale, la santé ou la vie sexuelle. En principe, les données sensibles ne peuvent être recueillies et exploitées qu'avec le consentement explicite des personnes.

## DP (dossier pharmaceutique)

Dossier qui permettra aux pharmaciens d'avoir accès à l'historique des médicaments délivrés à une même personne dans l'ensemble des officines au cours des quatre derniers mois, afin d'éviter les interactions médicamenteuses. Le DP, conduit et financé par l'Ordre des pharmaciens, est en cours d'expérimentation dans six départements.



les interactions médicamenteuses. Le DP, conduit et financé par l'Ordre des pharmaciens, est en cours d'expérimentation dans six départements.

### **Droit à la protection des données personnelles**

Le droit à la protection des données à caractère personnel est inscrit dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne au titre des libertés fondamentales telles que la liberté de pensée, de conscience et de religion, la liberté d'expression et d'information ou le respect de la vie privée et familiale, etc.

### **Droit à l'information**

Toute personne a un droit de regard sur ses propres données ; par conséquent, quiconque met en œuvre un fichier ou un traitement de données personnelles est obligé d'informer les personnes fichées de son identité, de l'objectif de la collecte d'informations et de son caractère obligatoire ou facultatif, des destinataires des informations, des droits reconnus à la personne, des éventuels transferts de données vers un pays hors de l'Union européenne.

### **Droit d'accès direct**

Toute personne peut prendre connaissance de l'intégralité des données la concernant dans un fichier en s'adressant directement à ceux qui les détiennent, et en obtenir une copie dont le coût ne peut dépasser celui de la reproduction.

### **Droit d'accès indirect**

Toute personne peut demander que la CIL vérifie les renseignements qui peuvent la concerner dans les fichiers intéressant la sûreté de l'État, la défense et la sécurité publique.

### **Droit d'opposition**

Toute personne a la possibilité de s'opposer, pour des motifs légitimes, à figurer dans un fichier,

et peut refuser sans avoir à se justifier que les données qui la concernent soient utilisées à des fins de prospection commerciale.

### **Droit de rectification**

Toute personne peut faire rectifier, compléter, actualiser, verrouiller ou effacer des informations la concernant lorsqu'ont été décelées des erreurs, des inexactitudes ou la présence de données dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation sont interdites.

### **Fichier des fichiers**

Liste des fichiers déclarés à la CIL, ainsi que leurs caractéristiques.

### **Fichier central de crédit ou fichier positif**

Un fichier central de crédit regroupe des informations sur la situation financière des personnes, qu'elles présentent, ou non, des impayés. On l'appelle communément « fichier positif » par opposition au fichier négatif qui ne recense que les incidents de paiement en matière de crédit.

### **Finalité d'un traitement**

Objectif principal d'une application informatique de données personnelles. Exemples de finalité : gestion des recrutements, gestion des clients, enquête de satisfaction, surveillance des locaux, etc.

### **Formalités préalables**

Ensemble des formalités déclaratives à effectuer auprès de la CIL avant la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles ; selon les cas, il peut s'agir d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation.

### **Listes d'opposition**

Les listes d'opposition recensent les personnes qui ont fait connaître leur opposition à être prospectées dans le cadre d'opérations de marketing.

### **Norme simplifiée**

Pour les fichiers ou traitements de données personnelles les plus courants, c'est-à-dire ceux qui ne portent pas atteinte à la vie privée ou aux libertés

### **Personne concernée**

il s'agit de la personne dont les données sont collectées et qui peuvent permettre son identification

### **Responsable de données**

Personne qui décide de la création d'un fichier ou d'un traitement de données personnelles, qui détermine à quoi il va servir et selon quelles modalités

### **Responsable du traitement**

C'est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui a le pouvoir de décider d'un traitement des données. Il peut s'agir de toute structure ou personne physique qui tient ou qui collecte des informations pour constituer des fichiers papier ou numériques dans lesquels figurent des données personnelles

### **Traitement de données**

Collecte, enregistrement, utilisation, transmission ou communication d'informations personnelles, ainsi que toute exploitation de fichiers ou bases de données, notamment des interconnexions.

### **Transfert de données**

Toute communication, copie ou déplacement de données personnelles ayant vocation à être traitées dans un pays tiers au Burkina Faso.



**Délibération des Commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés en sa séance extraordinaire du 03 Août 2010 relative à la demande d'avis introduite par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).**

**Avis N°2010-01/CIL du 03 Août 2010**

Sur Délibération N°022 des Commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés en sa séance extraordinaire du 03 Août 2010 relative à la demande d'avis introduite par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

**La Commission de l'Informatique et des Libertés ;**

- Vu** l'acte additionnel A/SA.1/01/10 relatif à la protection des données à caractère Personnel dans l'espace de la CEDEAO, notamment ses articles 1, 12 et 37 ;
- Vu** la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, notamment ses articles 18, 42 ;
- Vu** la loi n°014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant Code électoral en son article 3, ensemble ses modificatifs, notamment la loi n°003/2010/AN du 25 janvier 2010 en ses articles 52 et 265 ;
- Vu** la loi n°005-2001/AN du 16 Mai 2001 portant institution d'une carte nationale d'identité burkinabè ;
- Vu** le décret n°2003-668/PRES/PM/SECU/MJ/MATD/MFB/MPDH du 31 Décembre 2003 portant définition des caractéristiques et des conditions de délivrance de la carte nationale d'identité burkinabè (CNIB) ;
- Vu** le décret n°2004-579/PRES/PM/MFB/SECU/ du 15 Décembre 2004 portant création de l'Office national d'identification (ONI) ;
- Vu** le décret n°2007- 283/PRES/PM/MPDH du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'informatique et des libertés (CIL) ;
- Vu** la demande d'avis N°2010-347/CENI/SG du 30 juillet 2010 de la CENI relative à un rapprochement de fichiers à des fins de compléments d'identification des électeurs et de validation de la liste électorale, après analyse du dossier ;  
émet l'avis suivant :

La CENI, en application de la loi n°014-2001/AN du 03 Juillet 2001 portant code électoral, et ensemble de ses modificatifs, après révision de la liste électorale, voudrait établir sa liste définitive et pour cela, elle envisage un rapprochement de son fichier contenant des données personnelles avec les fichiers de passeports du Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale (MAECR) et le fichier d'identification de l'Office national de l'identification (ONI) ; ce, parce que seuls les détenteurs de la CNIB, aux termes des 52 et 265 de la loi n°003-2010/AN du 25 janvier 2010 portant modification de la loi n°014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant code électoral, seront aptes à exercer leur droit de vote. Pour se conformer à la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, la CENI a introduit la présente demande d'avis pour ledit traitement.

Aux termes de l'Acte additionnel A/SA.1/01/10 relatif à la protection des données à caractère personnel dans l'espace de la CEDEAO, tout projet d'interconnexion de fichiers est soumis à autorisation. Ainsi l'article



12 cite parmi les types de traitement à mettre en œuvre après traitement « les traitements des données à caractère personnel ayant pour objet une interconnexion de fichiers, telle que définie à l'article 37 du présent Acte additionnel ». Il définit à son **article 1** l'interconnexion des données à caractère personnel comme « *tout mécanisme de connexion consistant en la mise en relation de données traitées pour une finalité déterminée avec d'autres données traitées pour des finalités identiques ou non, ou liées par un ou plusieurs responsables de traitement* ».

Et l'**article 37** précise les conditions d'une interconnexion de fichiers en ces termes : « *L'interconnexion des fichiers visée à l'article 12 du présent Acte additionnel doit permettre d'atteindre des objectifs légaux ou statutaires présentant un intérêt légitime pour les responsables des traitements. Elle ne peut pas entraîner de discrimination ou de réduction des droits, libertés et garanties pour les personnes concernées ni être assortie de mesures de sécurité appropriées et doit tenir compte du principe de pertinence des données faisant l'objet de l'interconnexion* ».

Deux critères apparaissent essentiellement de ces dispositions qu'il nous appartient d'examiner :

- De la légitimité du projet de rapprochement ;
- Du respect des droits fondamentaux prévu par la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données personnelles.

## I. DE LA LÉGITIMITÉ DU PROJET DE MISE EN RELATION DES FICHIERS

L'opération envisagée par la CENI trouve sa justification dans les dispositions de la loi électorale modifiée de janvier 2010 qui dispose en ses articles 52 et 265 que seuls les citoyens inscrits dans le fichier électoral national et détenteurs de la carte nationale d'identité burkinabè sont aptes à exercer leur droit de vote. Dès lors, la tâche de la CENI étant d'établir la liste électorale définitive, **il s'agit pour la CENI de vérifier l'exactitude de sa base afin de sortir une base fiable et se conformer à la loi électorale.**

Au regard des impératifs de délais, il serait opportun d'autoriser la mise en relation des fichiers car autrement, le recours à tout autre moyen conduirait à rallonger les délais.

On peut affirmer que le projet se fonde sur des **raisons majeures liées à l'intérêt public, donc légitime, et** peut justifier la mise en relation des différents fichiers de données personnelles sollicitées.

## II. DU RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX

### 1 Des informations collectées

Les données personnelles qui doivent être transmises par l'ONI et le MAECCR sont celles relatives à :

- Le nom,
- Le (s) prénom(s),
- Le sexe,
- La date et le lieu de naissance
- La photo
- Les références de la CNIB, du passeport ordinaire ou diplomatique
- La filiation.

Ces données permettront à la CENI de certifier, de compléter et de mettre à jour le fichier.

### 2 Du respect du principe de finalité

L'article 04 du projet de décret précise que la finalité de mise en relation des fichiers concernés est la mise à jour du fichier électorale.

### 3 Des destinataires des données



La Commission électorale indépendante est seule destinataire des données collectées.

**4 Du respect des délais de conservation des données**

Le responsable du traitement doit s'engager à ne pas conserver les données après la réalisation de la finalité du rapprochement.

**5 De la durée de l'opération de croisement**

L'opération de croisement ne devrait pas excéder la date fixée pour la fin de l'élection présidentielle du 21 novembre 2010.

L'autorisation de la CIL n'a pas un caractère permanent.

**6 De l'obligation de sécurité**

Le responsable du traitement a l'obligation de prendre les mesures techniques et d'organisations appropriées afin de préserver la sécurité des données, notamment protéger les données contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé (article 15 de la loi n°010).

## OBSERVATIONS

Après lecture de la demande d'avis et du projet de décret, les observations suivantes peuvent être faites :

**Observation n°01**

Les fichiers contenant des données personnelles et faisant l'objet de traitement, détenus par les structures concernées, à savoir la CENI, l'ONI et le MAECR, n'ont pas satisfait aux formalités préalables de déclaration à la CIL conformément aux articles 59 et 60 de la loi N°010-2004/AN portant protection des données à caractère personnel.

**Observation n°02**

La demande d'avis ne remplit pas les conditions de recevabilité requises par l'article 42 de la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel.

**Observation n°03**

Le projet de décret ne comprend pas un exposé des motifs qui aurait permis de mieux apprécier la demande.

**Observation n°04**

Le projet de décret ne précise pas la durée de l'opération de mise en relation des fichiers envisagée. Ira-t-elle au-delà de l'élection présidentielle du 21 novembre ou prendra-t-elle fin avec la publication de la liste électorale définitive ?

**Observation n°05**

L'acte réglementaire devant décider du présent rapprochement ne précise pas les informations légales ci-après :

- Le service auprès duquel s'exerce les droits d'accès et rectification des personnes concernées ;
- Les éventuels destinataires habilités à recevoir communication de ces informations ;
- La durée de conservation nécessaire au regard de la finalité de chaque traitement.

**Observation n°06**

Le Décret doit viser l'avis motivé de la Commission de l'Informatique et des Libertés en date du 03 Août 2010.



## CONCLUSION

Cependant, compte tenu de l'importance de cet avis dans la conduite et la bonne marche du processus électoral, la Commission de l'Informatique et des Libertés a axé son analyse sur la légitimité de l'opération et le respect des droits fondamentaux et la nécessité d'accompagner la CENI à accomplir sa mission dans le respect des dispositions légales prévues à cet effet.

De ce qui précède et sous réserve du respect des dispositions des articles 14, 15, 17, 20, 24, et 43 de la loi n°010-2004 du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;

La Commission estime que le rapprochement dans le cas d'espèce entre dans la catégorie des collectes ayant des finalités initiales différentes et que par conséquent est subordonné à l'avis préalable de la CIL comme l'a initié la CENI.

La Commission émet un avis favorable au rapprochement de fichiers ou croisement des bases de données entre la Commission électorale nationale indépendante, l'Office national de l'identification, et le Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale.

Le Président de séance

**Daniel O. KONTOGOME**

Le Rapporteur

**Boukary SAWADOGO**



## Rubrique information et sensibilisation

### I/Séminaires

La protection des données personnelles et de la vie privée dans l'administration publique Fada	Fada N'Gourma les 4 et 5 Mars 2010	Couverture médiatique et rédaction d'un article pour le site Web
La protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale	Dori les 15 et 16 Juillet 2010	Couverture médiatique et rédaction d'un article pour le site Web
La protection des données personnelles et de la vie privée dans l'enseignement supérieur	Kaya les 25 et 26 Novembre 2010	Couverture médiatique et rédaction d'un article pour le site Web

### II/Conférences publiques

«La protection des données personnelles et de la vie privée dans les média et sur internet»	Ouagadougou le 8 avril 2010	Couverture médiatique et rédaction d'un article pour le site Web
«la sécurité des systèmes d'information : quelle utilisation sécuritaire des services des TIC... ? »	Banfora le 15 avril 2010	Couverture médiatique et rédaction d'un article pour le site Web
La protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale	Bobo-Dioulasso le 22 octobre 2010	Couverture médiatique et rédaction d'un article pour le site Web

### III/Communiqués

N°	Intitulé	Media	Période de diffusion
0002	La vie privée est protégée par la loi	Presse écrite et radio	Du 19 au 25 mars 2010
0003	"La Déclaration préalable"	Presse écrite	14 avril au 15 mai 2010
0004	Arnaques sur le net	Presse écrite et radio	23 juillet au 27 aout 2010
0005	"Hameçonnage téléphonique"	Presse écrite et radio	23 juillet au 27 aout 2010



#### IV/ Émissions produites et diffusées

Intitulé de l'émission	Média concerné	Thème développé	Date de diffusion
« Procédure »	Télévision BF1 "La Déclaration préalable"	La Commission de l'informatique : Mission, fonctionnement et saisine	19 octobre 2010
« Plateau –Débats »	Télévision nationale du Burkina	La protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale	4 novembre 2011
Interview	Journal Amina N° 488	Rôle et missions de la CIL	Décembre 2010
Séminaire de Fada	Radio rurale	La protection des données personnelles et de la vie privée dans l'administration publique	3 mars 2010
Séminaire de Dori	Radio rurale	La protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale	14 juillet 2010
Séminaire de Kaya	Radio rurale	La protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale	24 Novembre 2010
Production d'un documentaire sur la problématique de la protection des données personnelles et le fonctionnement de la CIL	Télévision nationale du Burkina	Fonctionnement et organisation de la Commission de l'Informatique et des Libertés	Diffusion à venir
Production de sketches de sensibilisation et d'information sur la protection des données personnelles et de la vie privée	Konrad Adenauer	Comment protéger les données personnelles au quotidien	Diffusion à venir

#### Rubrique formation professionnel

Intitulé	Date	Thème	Formateur
'Formation sur la mise en œuvre effective de la loi 010 Formation des gérants de cybercafés	Du 05 avril au 15 Mars 2010	l'exercice des pouvoirs d'une Autorité de Protection Données Personnelles	Marie Georges et Boukary Sawadogo



# RECOMMANDATIONS ISSUES DES SÉMINAIRES DE SENSIBILISATION



## RECOMMANDATION

Considérant l'apparition depuis quelques années du droit de protection des données personnelles et de la vie privée ;

Considérant le fait que l'administration et les entreprises procèdent de plus en plus à une cybersurveillance mais aussi à une télésurveillance de leurs employés malgré les risques d'atteinte à leur vie privée ;

Considérant que les travailleurs ont droit à un minimum de respect de leur vie privée dans leur lieu de travail nonobstant une légitime crainte des employeurs ;

Considérant la nécessité de clarifier les conditions d'utilisation des TIC mises à la disposition du travailleur par l'employeur ;

Nous, participants au séminaire national de sensibilisation sur « les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée dans l'administration publique », tenu à Fada N'gourma les 04 et 05 Mars 2010,

Recommandons que :

**La Commission de l'informatique et des libertés élabore un modèle de charte informatique à l'intention des employés et employeurs afin de garantir un usage conscient et responsable du système informatique sans entraver les droits et les libertés des personnes.**

## MOTION DE REMERCIEMENT

Considérant la tenue, dans de bonnes conditions, du présent séminaire national de sensibilisation sur la protection des données personnelles ;

Considérant la pleine implication de Mr le Gouverneur de la région de l'Est dans la réussite du présent séminaire ;

Considérant l'accueil chaleureux dont les participants ont été l'objet dans la ville de Fada ;

Nous, participants au séminaire national de sensibilisation sur « les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée dans l'administration »

Adressons une motion de remerciement :

- A l'endroit de Mr le Gouverneur de la Région de l'Est pour son soutien ferme à la réussite du présent séminaire ;
- A l'endroit de Mr le Maire de la ville de Fada, à l'ensemble du Conseil municipal, aux habitants de la commune de fada pour l'hospitalité dont nous avons bénéficié.

## RECOMMANDATION SUR LA NÉCESSITÉ DE SENSIBILISER LES ACTEURS DE LA SCÈNE POLITIQUE DANS LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Considérant l'importance de la question de la protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale.

Considérant l'importance des enjeux des traitements des données personnelles en période électorale.

Considérant que les représentants des partis politiques, les élus nationaux et municipaux qui ont participé au présent séminaire, devront rapporter fidèlement la substance de ce qui est ressorti des travaux, à leurs bases.

Considérant le fait que les acteurs de la scène politique doivent être sensibilisés davantage sur les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale.

Considérant la complémentarité des compétences et des champs d'action du CSC et de la CIL de



façon générale et de façon particulière en période électorale.

Nous, participants au séminaire national de sensibilisation sur « la protection des données personnelles et de la vie privée en période électorale », tenu à DORI les 15 et 16 juillet 2010.

Recommandons :

- D'une part, que La Commission de l'informatique et des libertés accompagne les partis politiques dans la sensibilisation, la collecte, le traitement, la communication et la diffusion des données personnelles en période électorale.
- D'autre part, que la Commission de l'informatique et des libertés soit associée à toute structure publique en charge de la préparation des élections et des campagnes électorales.

Fait à DORI le 16 juillet 2010

Les participants

## **RECOMMANDATION SUR L'UTILISATION DU TÉLÉPHONE PORTABLE AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

- Considérant l'importance de l'utilisation des TIC dans un monde en perpétuelle mutation ;
- Considérant l'apport indéniable dans l'amélioration de la formation des élèves et étudiants ;
- Considérant les dérives possibles liées à l'utilisation des TIC dans la vie quotidienne, notamment dans le monde de l'éducation ;
- Considérant les dérives observées dans l'utilisation abusive du téléphone portable dans les établissements d'enseignement secondaire ;

Nous, participantes et participants du séminaire national de sensibilisation sur « la protection des données personnelles et de la vie privée dans le secteur de l'éducation », recommandons : **la réglementation de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement.**

Kaya, le 26 novembre 2010

Les participants au dit séminaire

## **RECOMMANDATION SUR LA MISE EN PLACE DE MOYENS TECHNIQUES DE CONTRÔLE ET DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS.**

- Considérant l'importance de l'utilisation des TIC dans un monde en perpétuel mutation ;
- Considérant l'apport indéniable des TIC dans l'amélioration de la formation des élèves et étudiants ;
- Considérant les dérives possibles liées à l'utilisation des TIC dans la vie quotidienne, notamment dans le monde de l'éducation ;

Nous, participantes et participants du séminaire national de sensibilisation sur « la protection des données personnelles et de la vie privée dans le secteur de l'éducation », recommandons : **la mise en place d'un dispositif organisationnel et de moyens techniques de contrôle et de protection des données personnelles au sein des établissements.**

Kaya, le 26 novembre 2010

Les participants au dit séminaire



## **RECOMMANDATION SUR LA SENSIBILISATION DE LA COMMUNAUTE EDUCATIVE SUR LE RENFORCEMENT DU CONTRÔLE PARENTAL DANS L'UTILISATION DES TIC DANS LES CYBERS ET A DOMICILE**

- Considérant l'importance de l'utilisation des TIC dans un monde en perpétuelle mutation ;
- Considérant l'apport indéniable des TIC dans l'amélioration de la formation des élèves et étudiants ;
- Considérant les dérives possibles liées à l'utilisation des TIC dans la vie quotidienne, notamment dans le monde de l'éducation ;

Nous, participantes et participants du séminaire national de sensibilisation sur « la protection des données personnelles et de la vie privée dans le secteur de l'éducation », recommandons : **la sensibilisation de la communauté éducative sur le renforcement du contrôle parental dans l'utilisation des TIC dans les cybers et à domicile**

Kaya, le 26 novembre 2010

Les participants au dit séminaire

## **RECOMMANDATION SUR LE RENFORCEMENT DU SUIVI-CONTROLE DE LA COLLECTE DES DONNEES PERSONNELLES PAR LES DIFFERENTES STRUCTURES NOTAMMENT LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT**

- Considérant l'importance de l'utilisation des TIC dans un monde en perpétuel mutation ;
- Considérant l'apport indéniable des TIC dans l'amélioration de la formation des élèves et étudiants ;
- Considérant les dérives possibles liées à l'utilisation des TIC dans la vie quotidienne, notamment dans le monde de l'éducation ;

Nous, participantes et participants au séminaire national de sensibilisation sur « la protection des données personnelles et de la vie privée dans le secteur de l'éducation », recommandons : **le renforcement du suivi- contrôle de la collecte des données personnelles par les différentes structures notamment les établissements d'enseignement.**

Kaya, le 26 novembre 2010

Les participants au dit séminaire

## **Motion de remerciement aux autorités administratives et politiques de la région du centre nord.**

- Considérant la bonne organisation du séminaire réalisé les 25 et 26 novembre 2010 à Kaya, chef lieu de la région du Centre Nord ;
- Considérant la pleine implication de Monsieur le Gouverneur de la région du Centre Nord, ainsi que tous ses collaborateurs ;
- Considérant l'accueil chaleureux dont les participants ont fait l'objet,

Nous, participantes et participants du séminaire national de sensibilisation sur « La protection des données personnelles et de la vie privée dans le secteur de l'éducation » tenu à Kaya les 25 et 26 novembre 2010, adressons tous nos remerciements :

- A Monsieur le Gouverneur de la Région du Centre Nord et à tous ses collaborateurs ;
- A monsieur le Maire la commune de Kaya et au directeur régional du MESSRS, pour leur disponibilité et leur mobilisation qui ont donné un franc succès au présent séminaire.

Kaya, le 26 novembre 2010

Les Participantes et les participants



La Commission de l'Informatique et des Libertés

présentée

# en images

La Commission de l'Informatique et des Libertés en campagne de sensibilisation à travers l'organisation de séminaires de formation, d'information et des ateliers pour une meilleure communication de leur raison sociale à la population.



La remise officielle du rapport public 2009 de la Commission de l'Informatique et des Libertés à SEM le Président de la République du Faso, à SEM le Premier Ministre et à SEM le Président de l'Assemblée Nationale.





Remise officielle du rapport  
public 2009 de la Commission de  
l'Informatique et des Libertés à  
SEM le Président du Faso

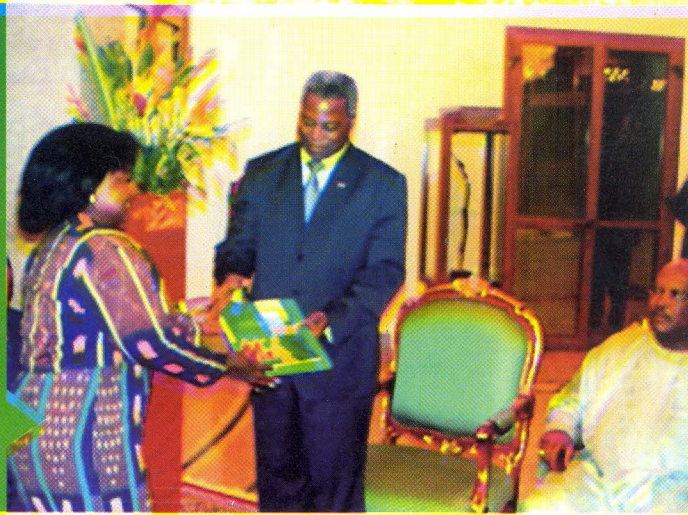




Remise officielle du rapport  
public 2009 de la Commission  
de l'Informatique et des Libertés  
suivie d'échanges avec le Chef  
d'Etat SEM Blaise COMPAORÉ



Remise officielle du rapport  
public 2009 de la Commission de  
l'Informatique et des Libertés à  
SEM le Premier Ministre



Remise officielle du rapport  
public 2009 de la Commission de  
l'Informatique et des Libertés à  
SEM le Président de l'Assemblée  
Nationale





Conférence publique sur « la sécurité des systèmes d'information : quelle utilisation sécuritaire des TIC par les citoyens pour une meilleure protection de leurs données personnelles et de leur vie privée ? »

BANFORA



Une vue de l'auditoire très attentif à la conférence de sensibilisation de Banfora



Séminaire national de sensibilisation sur « les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée dans l'Administration publique »

FADA N'GOURMA



Photo de famille de la commission et des participants au séminaire de sensibilisation de FADA N'GOURMA





Séminaire national de sensibilisation sur  
« la protection des données  
personnelles et de la vie privée  
dans le secteur de l'éducation »

KAYA



Vue des participants au cours du  
séminaire de formation à KAYA



Séminaire national de sensibilisation sur  
« la protection des données  
personnelles et de la vie privée  
en période électorale »

DORI



Photo de famille de la  
commission et des participants  
au séminaire à DORI





Session des commissaires dans la salle de conférence de la Commission de L'Informatique et des Libertés



Photo de famille du personnel de la CIL et de la consultante Marie Georges



Commission de l'Informatique et des Libertés

Pour une meilleure protection des données à caractères personnelles et de la vie privée au Burkina Faso



3ème Rapport public  
86 pages  
Rédaction  
Publication  
Crédits photos

Commission de l'Informatique et des Libertés

© Mai 2011 - Commission de l'Informatique et des Libertés